



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 24 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1963

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
128

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ Πρακτικοῦ τῆς III Συνόδου τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν. 1
- Περὶ κυρώσεως Συμφωνίας μακρᾶς διάρκειας περὶ ἀνταλλαγῆς προϊόντων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας. 2
- Περὶ κυρώσεως Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου — Λουξεμβούργου. 3
- Περὶ κυρώσεως ἀνταλλαγεῖσων ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἑλληνος Πρεσβευτοῦ καὶ τοῦ Ἰσπανικοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀπὸ 15.5.54 Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν. 4
- Περὶ κυρώσεως ἀνταλλαγεῖσων ἐπιστολῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου — Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 9 Μαρτίου 1960. 5

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(1)

Ἀριθ. πρωτ. Φ.010]Μ]1904

Περὶ ἐγκρίσεως τῶν Πρακτικῶν τῆς III Συνόδου τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΕΜΠΟΡΙΟΥ — ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν κατὰ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν τῆς 18 Ἰουνίου 1959 ὡς καὶ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ ἐπὶ τῶν μακροπρόθεσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1960, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Βελιγραδίῳ ὑπογραφέν τῇ 6ῃ Νοεμβρίου 1962 Πρακτικὸν τῆς III Συνόδου τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 9 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν τῆς 18 Ἰουνίου 1959, κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. ὑπ' ἀριθ. 4008)23-10-59 δημοσιευθέντος εἰς τὸ Α' τεῦχος τοῦ ὑπ' ἀριθ. 236]1959 φύλλον. τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ὡς καὶ τὸ προσηρητημένον αὐτῷ III Πρόσθετον Πρωτόκολλον.

Τὸ κείμενον τοῦ Πρακτικοῦ ἔπεται ἐν προτοτύπῳ, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Δεκεμβρίου 1962

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ

Α. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

PROCES—VERBAL

de la 3ème réunion du Comité mixte gréco-yougoslave pour la coopération économique et l'assistance technique, qui a eu lieu à Beograd du 24 octobre au 6 novembre 1962.

Conformément aux dispositions de l'accord sur le Statut du Comité mixte gréco-yougoslave pour la collaboration économique et l'assistance technique du 18 juin 1959, ainsi qu'aux dispositions de l'Accord sur la coopération économique et sur les échanges commerciaux à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie en date du 1er octobre 1960, le Comité mixte s'est réuni à Beograd, du 24 octobre au 6 novembre 1962 et a examiné les relations commerciales et tous les autres aspects de la collaboration économique entre les deux pays ainsi que les mesures à prendre dans le cadre de l'Accord susmentionné. En relation avec ce qui précède, les deux délégations sont tombées d'accord de proposer aux Gouvernements respectifs, les mesures suivantes :

I. Echanges de Marchandises.

Le Comité mixte a examiné le développement du Commerce entre les deux pays et a constaté que l'échan-

ge de marchandises entre la Grèce et la Yougoslavie pendant l'année contractuelle 1961-62 s'est développé d'une manière satisfaisante.

Après avoir recherché les possibilités existantes pour l'élargissement de la nomenclature des listes et pour le développement du volume du commerce entre les deux pays pendant l'année 1962-1963, le Comité mixte a établi de nouvelles listes de marchandises à être échangées pendant la troisième année de l'Accord à long terme du 1er octobre 1960. Ces listes sont incluses au 3ème Protocole additionnel signé en date de ce jour.

II. Investissements.

Le Comité mixte a constaté que le progrès, réalisé dans le domaine des investissements, a été satisfaisant et conforme à l'esprit de l'Accord.

1. En remplacement du projet du barrage d'irrigation de Fassideri, abandonné pour des raisons objectives, la Partie hellénique a proposé de confier à la Partie yougoslave l'étude d'un projet d'irrigation et d'amélioration des sols de la région sise entre le village de Riza et la ville de Nafaktos d'une superficie totale d'environ 2.000 hectares.

Dans ce but, la Partie hellénique mettra à la disposition des entreprises yougoslaves, jusqu'à la fin du mois de décembre 1962, les données techniques de base concernant le projet, en vue de l'élaboration des études et des plans.

La Partie yougoslave a exprimé son accord sur ce qui précède.

2. Le Comité mixte a constaté avec satisfaction que l'élaboration des projets préliminaires et des plans pour la construction des abattoirs de Larissa, de Patras et de Yanina, confiés à des entreprises yougoslaves, est entrée dans sa phase finale. La Partie yougoslave a manifesté son vif intérêt à ce que la construction, la fourniture de l'équipement et la mise en marche de ces abattoirs soient confiées à des entreprises yougoslaves.

La Partie hellénique prenant note de ce qui précède a déclaré que, d'après la législation hellénique, les communes constituent des organes autonomes et sont seules compétentes pour se prononcer sur la construction et la fourniture d'équipement de telles installations. Sous condition d'avoir assuré le financement de l'exécution du projet, les communes le confient à des entreprises par la voie d'adjudication publique.

La Partie hellénique se déclare prête à tenir la Partie yougoslave au courant de tous les préparatifs concernant la construction de ces abattoirs.

3. En ce qui concerne la participation de l'industrie yougoslave aux projets de fourniture et d'installation de l'équipement relatif aux unités de production d'énergie électrique mentionnées dans le Procès-Verbal du 1er octobre 1960, la Partie hellénique a déclaré ce qui suit:

a) Relativement à l'équipement électro-mécanique complet d'une turbine à vapeur avec alternateur d'une puissance de 6.250 KW, l'offre yougoslave soumise par l'entreprise «Rade Koncar» dans le cadre de l'adjudication internationale proclamée par l'Entreprise Publique d'Electricité Hellénique (DEH) suivant les dispositions du Procès-Verbal ci-dessus, est, d'après les résultats de la première comparaison effectuée, inférieure aux conditions techniques offertes par certains autres soumissionnaires.

b) Quant aux unités à combustion interne (Dies), l'Entreprise Publique d'Electricité Hellénique (DEH) se propose de proclamer dans le courant de l'année 1963, une adjudication internationale pour la fourniture et l'installation de l'équipement électromécanique complet de deux unités d'une puissance installée de 2.000 KW pour chacune. L'industrie yougoslave sera invitée

à prendre part à l'adjudication en question suivant les dispositions du Procès-Verbal du 1er octobre 1960; pour permettre cette participation, la Partie yougoslave s'est engagée de prendre les mesures nécessaires pour que les entreprises yougoslaves spécialisées dans ce domaine envoient le plus tôt possible les références adéquates à l'Entreprise Publique d'Electricité (DEH).

c) En dehors des unités DIESEL ci-dessus, l'Entreprise Publique d'Electricité envisage la fourniture éventuelle, après l'année 1962, d'unités à combustion interne (DIESEL) d'une puissance installée de 1.500 KW pour chacune ainsi que de générateurs à courant alternatif d'une puissance de 1.000 KW pour chacun. L'industrie yougoslave sera invitée à prendre part aux adjudications internationales relatives à cette fourniture sous les conditions mentionnées au paragraphe précédent.

Elargissement de la coopération dans le domaine des investissements

Les commandes d'équipement électrotechnique à l'industrie yougoslave pour les besoins de l'Entreprise Publique d'Electricité (DEH) ont plus que triplé en 1962 en comparaison avec celles de 1961. Elles se sont déroulées en général d'une manière satisfaisante, à l'exception de certaines anomalies enregistrées dans le comportement de quelques transformateurs de distribution qui ne répondent pas exactement aux exigences requises par les spécifications de la DEH.

La Partie yougoslave a pris note de ce qui précède pour agir en conséquence de sorte que les difficultés en question ne réapparaissent plus.

La Partie yougoslave a déclaré être disposée à élargir sa participation à l'exécution du Plan quinquennal hellénique de développement économique par l'engagement des entreprises yougoslaves dans la construction de nouveaux projets industriels et autres en Grèce.

Afin de permettre à la Partie yougoslave d'avoir un aperçu plus complet concernant ces possibilités, la Partie hellénique a accepté de mettre à la disposition de la Partie yougoslave, dans le délai le plus court, le Plan quinquennal hellénique révisé de développement économique, le Plan pour l'année 1963 etc., ainsi que le Plan quinquennal spécial de développement de l'industrie alimentaire et celui pour l'année 1963.

La Partie yougoslave indiquera par la suite à la Partie hellénique les travaux concrets dont la construction intéresserait la Partie yougoslave, tout en tenant compte des conditions de financement et autres prévalant en Grèce.

La Partie hellénique est d'accord à ce que la réponse aux propositions yougoslaves sus-mentionnées soit donnée dans un délai de trois mois après leur réception.

Le Comité mixte a constaté que la Partie yougoslave avait remis à la Partie hellénique, conformément aux dispositions précédentes, le Plan yougoslave de développement économique.

Coopération industrielle.

Après avoir procédé à une revue générale des résultats obtenus jusqu'à présent dans le domaine industriel, les deux Parties ont constaté que, malgré le fait que les industries yougoslave et hellénique ont atteint un niveau de développement permettant une large coopération dans la production, les résultats obtenus n'ont pas été très significatifs, cette situation est due principalement à une connaissance insuffisante des conditions technique et économiques de l'état des industries des deux pays.

De l'avis de la Partie hellénique, une collaboration utile pourrait être établie entre la Grèce et la Yougoslavie dans les braches d'industrie suivantes :

Papeterie, chrome, industrie d'équipement électrique, industrie de soie artificielle, industrie des appareils réfrigérateurs. Il est à noter que des propositions ont déjà été formulées de la part des branches helléniques respectives à des entreprises industrielles yougoslaves et qu'un examen approfondi de ces propositions serait à l'avantage commun des deux pays.

En outre, la Partie hellénique considère que les branches d'industries Suivantes présentent des conditions favorables à la coopération industrielle entre les deux pays :

- industrie textile
 - fabrication de fils de coton, fabrication et impression de tissus, fabrication sur commande (façon) de fils à coudre
 - industrie chimique et alimentaire (huile de grignons, raffineries de pétrole, etc.)
 - produits pharmaceutiques et couleurs de teinture
 - tissus de laine
 - étude et surveillance de la construction de projets urbanistique, de projets routiers, de ports et d'installations portuaires
 - études antiséismiques,
- ainsi que dans tout autre domaine de production pouvant intéresser les deux pays.

La Partie hellénique a présenté à la Partie yougoslave une liste de propositions concrètes faites par diverses entreprises helléniques désirant coopérer avec des entreprises industrielles yougoslaves.

La Partie yougoslave considère que l'expérience acquise jusqu'à présent, ainsi que les contacts établis entre les entreprises yougoslaves et helléniques lors des réunions du groupe de travail mixte, en juin 1962 à Athènes, ont démontré qu'il existe des possibilités réelles permettant le développement d'une coopération mutuelle dans le domaine des études, de l'élaboration de projets, de la livraison d'équipement et toute autre forme de coopération industrielle qui pourrait intéresser les deux Parties contractantes dans les domaines suivants :

- construction d'équipement électrique, transformateurs, moteurs électriques et autre équipement électrique
- production d'équipement électrique pour navires
- production d'équipement pour l'industrie alimentaire (fruits, légumes, lait, céréales, oléacées, etc.)
- production de machines, tracteurs, moteurs à combustion interne et autre équipement, destiné au traitement des métaux
- production de wagons et de châssis pour wagons et tout autre équipement, destiné au trafic ferroviaire et routier
- équipement de télécommunications (appareils téléphoniques, compteurs, etc.).

La Partie yougoslave estime également qu'il existe des possibilités pour la coopération industrielle dans d'autres secteurs, tels que :

- prospections et livraison de l'équipement nécessaire pour l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel
 - production de machines agricoles,
- ainsi que dans tout autre domaine de production pouvant intéresser les deux pays.

Afin d'accélérer le développement de la coopération en vue d'une production industrielle commune, destinée à couvrir des besoins mutuels et la vente aux pays tiers, les deux Parties ont convenu de réaliser, jusqu'à la fin du mois d'avril 1963, des contacts directs entre les représentants des industries et autres organismes intéressés (Associations de s industries,

Banques agricoles etc). afin de leur permettre de connaître les possibilités concrètes de la coopération industrielle existante dans leurs domaines respectifs.

Dans ce but les organisations économiques yougoslaves sont prêtes à organiser en Yougoslavie dans le délai précité des rencontres entre des représentants de l'industrie hellénique intéressée et des représentants des autres organismes helléniques compétents, concernant les conditions concrètes de coopération industrielle dans un secteur déterminé, afin de mettre à leur disposition les informations concernant l'industrie yougoslave qui les intéresse.

Toutes les propositions faites jusqu'à présent sur la coopération industrielle seront examinées à cette occasion.

Il serait souhaitable que le Rapport Commun des représentants officiels du groupe de travail mixte signé à Athènes le 30 juin 1962, serve de base de développement ultérieur de la coopération industrielle entre les deux pays.

A cette occasion, sera également fixée la date de la visite en Grèce des représentants des organisations des producteurs yougoslaves ainsi que des autres organismes yougoslaves intéressés.

Le Comité mixte a constaté que la collaboration dans le domaine de l'échange de l'énergie électrique entre les deux pays s'est déroulée d'une manière très satisfaisante durant la période allant du mois de décembre 1961 au mois d'octobre 1962.

Conformément à l'Article 11 du Statut du Comité mixte gréco-yougoslave pour la collaboration économique et l'assistance technique, les Présidents des parties nationales du Comité ont approuvé le Rapport commun des Représentants officiels du Groupe de travail signé à Athènes le 30 juin 1962.

Assistance technique.

Le Comité mixte a constaté qu'il est dans l'intérêt des deux pays d'accélérer la réalisation des décisions prises aux sessions précédentes de ce Comité concernant la question de l'assistance technique. Dans ce but il a été convenu qu'un contact direct soit établi entre les organes compétents pour l'assistance technique des deux Parties, à savoir :

Dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie :

Institut fédéral pour l'assistance technique internationale,

Beograd, 35 Rue Savska

Dans le Royaume de Grèce :

Ministère de Coordination — Service de l'Assistance technique,

Athènes, 2 Rue du Stade.

Les résultats obtenus dans le domaine de l'assistance technique seront communiqués aux Parties lors des réunions du Comité mixte.

Le Comité mixte considère qu'il serait utile que les représentants des deux Parties, chargés de la réalisation de l'assistance technique, se réunissent dans le courant du premier trimestre 1963, en vue de convenir sur des questions d'organisation et de procédure, relatives à cette forme de coopération économique.

Le Président
de la Délégation du
Royaume de Grèce,

Le Président
de la Délégation de la
République Populaire
Fédérative de Yougoslavie

A. SGOURDEOS

N. SUSNJAR

3ème Protocole Additionnel

à l'Accord sur la Coopération Economique et les Echanges Commerciaux à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 1er Octobre 1960.

Le Comité mixte s'est réuni à Beograd du 24 Octobre au 6 Novembre 1962, comme prévu à l'article 7 de l'Accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, signé à Beograd, le 1er Octobre 1960. Les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

Article 1.

Ayant en vue l'Accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme et plus particulièrement les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, les deux Délégations ont été d'accord pour spécifier que les échanges commerciaux entre les deux pays, à partir du 1er octobre 1962, jusqu'au 30 septembre 1963, devraient se dérouler comme suit :

A. Liste des Exportations Yougoslaves

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000
dont :		
— Bovins	12.500	
— viande de boeuf	1.600	
— menu bétail	7.500	
— bétail d'élevage	700 têtes	
— viande de menu bétail	3.000	
— fromage	750	
— sucre	20.000	
— autres produits agricoles		500
II. Produits de l'industrie du bois et du papier dont :		
		Valeur en 000 \$
— bois et produits de bois		1.400
— produits de l'industrie du papier		400
III. Métaux, machines, véhicules et divers produits industriels dont :		
— équipement : machines pour l'industrie, machines agricoles équipement électrotechnique, machines outils		2.000
— Installations complètes		500
— Véhicules : tracteurs, automobiles, autobus, camions, motocyclettes et autres		1.000
— Matériel électrique : appareils électriques de ménage, cables et autres		450
— Divers produits et articles en fer, en acier et en autres métaux		1.500
— Produits chimiques		800
— Textiles		450
— Autres produits industriels		400
IV. Divers		
		300

B. Liste des Exportations Helléniques

I. Produits agricoles et d'élevage dont :

	Quantité en tonnes	Valeur en 000 \$
— Coton	8.500	
— Peaux brutes de menu bétail		2.000
— Agrumes		2.100
— Raisins secs		400
— Olives		300
— Huile d'olive		500
— Autres produits agricoles		100
II. Minerais		
— Minerais de chrome	3.000	
— Minerais de manganèse	4.500	

— Caolin		4.000
III. Produits industriels		
a) — produits sidérurgiques laminés et étirés, dont :		
— Tôles de fer y compris tôles décapées		7.000
— autres produits en fer et en acier		3.000
b) — matériel électrique :		
— appareils électriques de ménage, câbles, etc.		450
c) — Divers produits en métaux (lames à raser, coutellerie, appareils pour l'usage domestique, etc.)		600
d) — Ciment	40.000	
e) — Textiles (fils de coton et de laine et tissus de coton et de laine)		3.200
f) — Produits chimiques et pharmaceutiques		300
g) — Colle de semence de caroubes (manogal, etc)		300
h) — Papiers divers		200
i) — Produits de l'industrie alimentaire (jus de fruits etc.)		150
IV. Divers		
		300

Article 2.

En ce qui concerne les valeurs et les quantités mentionnées dans les listes A et B ci-dessus sont appliquées les dispositions de l'article 3 de l'Accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 1er octobre 1960.

Article 3.

Le présent Protocole, faisant partie intégrante de l'Accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme du 1er octobre 1960, sera appliqué provisoirement et rétroactivement à partir du 1er octobre 1962 et entrera en vigueur dès son approbation par les deux Gouvernements.

Fait à Beograd, le 6 novembre 1962, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce,	Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie,
--	---

Le Président de la Délégation hellénique
Beograd, le 6 novembre 1962.

Monsieur le Président,

Je me réfère à la lettre en date du 20 décembre 1961 annexée au 2ème Protocole additionnel à l'accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme entre la Grèce et la Yougoslavie, par laquelle un compte intitulé «Compte-Solde 1961» était ouvert pour la liquidation du solde débiteur qui existait le 30 septembre 1961 au compte prévu par l'Accord de paiements entre nos deux pays.

D'après cette lettre, le montant de \$6.500.000 qui était transféré au débit du «compte-solde 1961» devrait être utilisé exclusivement pour le règlement de la valeur des marchandises helléniques y indiquées jusqu'à concurrence des quantités ou valeurs y mentionnées.

Etant donné que parmi les marchandises prévues dans la lettre susmentionnée la Yougoslavie n'a pas été à même à procéder à l'achat des tôles de fer et produits divers en fer et en acier pour un montant de \$280.000 et de la ferraille d'une transaction non exécutée d'un montant de \$ 200.000, j'ai l'honneur de vous faire savoir

que les deux Délégations sont tombées d'accord à ce que le montant global de \$ 480.000 puisse être utilisé par la Yougoslavie pour l'achat en Grèce de coton dans le courant de l'année contractuelle 1962-63.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

AI. SGOURDEOS
Président de la Délégation
hellénique

Monsieur Nikola SUSNJAR
Président de la Délégation
yougoslave

Le Président de la Délégation yougoslave

Beograd, le 6 novembre 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui, ainsi conçue :

«Je me réfère à la lettre en date du 20 décembre annexée au 2ème Protocole additionnel à l'accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme entre la Grèce et la Yougoslavie, par laquelle un compte intitulé «Compte-Solde 1961» était ouvert pour la liquidation du solde débiteur qui existait le 30 septembre 1961 au compte prévu par l'Accord de paiements entre nos deux pays.

D'après cette lettre, le montant de \$ 6.500.000 qui était transféré au débit du «compte-solde 1961» devrait être utilisé exclusivement pour le règlement de la valeur des marchandises helléniques y indiquées jusqu'à concurrence des quantités ou valeurs y mentionnées.

Etant donné que parmi les marchandises prévues dans la lettre susmentionnée la Yougoslavie n'a pas été à même à procéder à l'achat des tôles de fer et produits divers en fer et en acier pour un montant de \$ 280.000 et de la ferraille d'une transaction non exécutée d'un montant de \$ 200.000, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les deux Délégations sont tombées d'accord à ce que le montant global de \$ 480.000 puisse être utilisé par la Yougoslavie pour l'achat en Grèce de coton dans le courant de l'année contractuelle 1962-63.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède, et de vous faire connaître l'accord de mon Gouvernement avec ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

N. SUSNJAR
Président de la Délégation
yougoslave

Monsieur
Alexandre SGOURDEOS
Président de la Délégation
hellénique

Le Président de la Délégation yougoslave

Beograd, le 6 novembre 1962

Monsieur le Président,

Au cours de la session du Comité Mixte yougoslavo-grec pour la coopération économique et l'assistance technique, tenue du 24 octobre au 6 novembre 1962, la partie yougoslave a exprimé le désir à la partie grecque que la possibilité soit donnée aux entreprises yougoslaves d'acheter en Grèce de la ferraille provenant de bateaux cassés, avec paiement par l'intermédiaire du clearing yougoslavo-grec, étant entendu que les arma-

teurs grecs pourraient, pour leur part, acheter des bateaux dans les chantiers yougoslaves, également avec paiement par l'entremise du clearing.

En vous confirmant ce désir je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer, l'assurance de ma haute considération.

N. SUSNJAR
Président de la Délégation
yougoslave

Monsieur
Alexandre SGOURDEOS,
Président de la
Délégation hellénique
En ville

Le Président de la Délégation hellénique

Beograd, le 6 novembre 1962.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui par laquelle vous avez eu l'obligeance de me confier qu'au cours de la session du Comité Mixte yougoslavo-grec pour la coopération économique et l'assistance technique, tenue du 24 octobre au 6 novembre 1962, la partie yougoslave a exprimé le désir à la partie grecque que la possibilité soit donnée aux entreprises yougoslaves d'acheter en Grèce de la ferraille provenant de bateaux cassés avec paiement par l'intermédiaire du clearing yougoslavo-grec, étant entendu que les armateurs grecs pourraient, pour leur part, acheter des bateaux dans les chantiers yougoslaves, également avec paiement par l'entremise du clearing.

En réponse à votre lettre, je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que je ne manquerai pas de communiquer cette proposition aux autorités compétentes helléniques et que je m'emploierai de mon mieux à ce qu'une suite favorable lui soit donnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Alexandre SGOURDEOS
Président de la Délégation
Hellénique

Monsieur
Nikola SUSNJAR
Président de la
Délégation yougoslave
En ville

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Τῆς τρίτης συνόδου τῆς Ἑλληνο-γιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν, ἥτις ἔλαβε χώραν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ τῆς 24ης Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 6 Νοεμβρίου 1962.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν τῆς 18 Ἰουνίου 1959, ὡς ἐπίσης καὶ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ ἐπὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὀμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1960, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνήλθεν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ τῆς 24ης Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 6ης Νοεμβρίου 1962 καὶ ἐξήτασε τὰς ἐμπορικὰς σχέσεις καὶ πάσας τὰς λοιπὰς ὁψεις τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ὡς καὶ τὰ λοιπὰ μέτρα ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς προμνησθείσης Συμφωνίας.

Ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἀνωτέρω, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως προτείνωσιν εἰς τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις, τὰ κάτωθι μέτρα :

I. Άνταλλαγαί έμπορευμάτων.

Η Μικτή Έπιτροπή εξέτασε την ανάπτυξιν του Έμπορου μεταξύ των δύο χωρών και διεπίστωσε ότι η άνταλλαγή έμπορευμάτων μεταξύ της Ελλάδος και της Γιουγκοσλαβίας κατά το συμβατικόν έτος 1961—62 άνεπτύχθη ικανοποιητικώς.

Άφού έμελέτησε τας ύφισταμένας δυνατότητας διά την διεύρυνσιν της ονοματολογίας των πινάκων και διά την ανάπτυξιν των έμπορικων άνταλλαγών μεταξύ των δύο χωρών κατά το έτος 1961—1962 η Μικτή Έπιτροπή καθήρτισε νέους πίνακας έμπορευμάτων προς άνταλλαγήν κατά το τρίτον έτος της μακροπροθέσου Συμφωνίας της 1ης Οκτωβρίου 1960. Οί πίνακες ούτοι προσηρτήθησαν εις το υπό γραφέν σήμεραν τρίτον πρόσθετον Πρωτόκολλον.

II. Έπενδύσεις.

Η Μικτή Έπιτροπή διεπίστωσεν ότι η πραγματοποιηθείσα πρόοδος εις τον τομέα των έπενδύσεων, υπήρξεν ικανοποιητική και σύμφωνος προς το πνεύμα της Συμφωνίας.

1. Εις άντικατάστασιν του σχεδίου του άρδευτικου φράγματος του Φασσίδερη, έγκαταλειφθέντος διά λόγους άντικειμενικούς, η Έλληνική Άντιπροσωπεία προέτεινεν όπως αναθέσθ εις την Γιουγκοσλαβικήν Άντιπροσωπείαν την μελέτην ενός σχεδίου άρδύσεως και βελτιώσεως των γαιών της μεταξύ του χωρίου Ρίζα και της πόλεως της Ναυπάκτου κειμένης περιφέρειας όλικης έκτάσεως 2.000 έκταρίων περίπου.

Πρός τον σκοπόν τούτον, η Έλληνική Άντιπροσωπεία θά θέσθ εις την διάθεσιν των Γιουγκοσλαβικών έπιχειρήσεων, μέχρι του τέλους του μηνός Δεκεμβρίου 1962, τὰ τεχνικά βασικά δεδομένα τὰ άφορώντα το σχέδιον, προς τον σκοπόν της έκπονήσεως των μελετών και των σχεδίων.

Η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία εξέφρασε το σύμφωνον αυτής επί των άνωτέρω.

2. Η Μικτή Έπιτροπή διεπίστωσε μεθ' ικανοποίησης ότι η έκπόνησις των προκαταρκτικών σχεδίων και διαγραμμάτων διά την κατασκευήν των σφαγείων της Λαρίσης, των Πατρών και των Ίωαννίνων, άνατεθέντων εις Γιουγκοσλαβικάς έπιχειρήσεις, εισήλθεν εις την τελικήν αυτής φάσιν. Η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία εξέδηλωσε το ζωνρόν αυτής ενδιαφέρον όπως η κατασκευή, ο έφοδιασμός του έξοπλισμού και η έναρξις των σφαγείων άνατεθώσιν εις Γιουγκοσλαβικάς έπιχειρήσεις.

Η Έλληνική Άντιπροσωπεία λαβούσα υπό σημείωσιν τὰ ως άνω έδηλωσεν ότι, συμφώνως προς την έλληνικήν νομοθεσίαν, οί δήμοι είναι αυτόνομοι και είναι μόνοι άρμόδιοι διά να άπαφασίσωσιν επί της κατασκευής και της προμηθείας του έξοπλισμού των εν λόγω έγκαταστάσεων.

Υπό την προϋπόθεσιν της έξασφαλίσεως της χρηματοδοτήσεως της έκτελέσεως του σχεδίου, οί δήμοι άναθέτουν την έκτέλεσιν εις έπιχειρήσεις κατόπιν δημοσίου πλειστηριασμού.

Η Έλληνική Άντιπροσωπεία έδηλωσεν ότι είναι έτοιμη όπως ένημερώη την Γιουγκοσλαβικήν Άντιπροσωπείαν επί πάσης προκαταρκτικής ένεργείας εν σχέσει προς την κατασκευήν των σφαγείων.

3. Όσον άφορᾷ την συμμετοχήν της Γιουγκοσλαβικής βιομηχανίας εις τὰ ζητήματα προμηθείας και έγκαταστάσεως του σχετικου έξοπλισμού των μονάδων παραγωγής ηλεκτρικής ένεργείας, αϊτινες άναφέρονται εις το Πρακτικόν της 1ης Οκτωβρίου 1960, η Έλληνική Άντιπροσωπεία έδηλωσε τὰ κάτωθι :

α) Έν σχέσει προς τον πλήρη ηλεκτρομηχανικόν έξοπλισμόν ενός άτμοστροβιλου μετά έναλλακτῆρος δυνάμεως 6.250 KW, η Γιουγκοσλαβική προσφορά υποβληθείσα διά της «RADE KONCAR» εν τῷ πλαίσίῳ της υπό της Έλληνικής Δημοσίας Έπιχειρήσεως Ήλεκτρισμού (ΔΕΗ) προκηρυχθείσης διεθνοῦς δημοπρασίας συμφώνως προς τὰς διατάξεις του ως άνω Πρακτικου, είναι, βάσει των άποτελεσμάτων της πραγματοποιηθείσης πρώτης συγκρίσεως

κατωτέρα προς τὰς τεχνικάς συνθήκας τὰς προσφερθείσας υπό ώρισμένων άλλων προτεινόντων.

β) Όσον άφορᾷ τὰς μονάδας έσωτερικής καύσεως (Diesel), η Έλληνική Δημοσία Έπιχειρήσεις Ήλεκτρισμού (ΔΕΗ) προτίθεται να προκηρύξθ κατά το έτος 1963, μίαν διεθνή δημοπρασίαν διά τον έφοδιασμόν και την έγκατάστασιν πλήρους ηλεκτρομηχανικου έξοπλισμού δύο μονάδων έγκατεστημένης ισχύος 2.000 KW δι' έκάστην. Η Γιουγκοσλαβική βιομηχανία θά προσκληθῆ να λάβθ μέρος εις την εν λόγω δημοπρασίαν συμφώνως προς τὰς διατάξεις του Πρακτικου της 1ης Οκτωβρίου 1960. Διά να καταστῆ δυνατή η συμμετοχή αυτή, η Γιουγκοσλαβική άντιπροσωπεία άναλαμβάνει να λάβθ τὰ άναγκαία μέτρα ίνα αϊ ειδικευμένα εις τον τομέα αυτόν Γιουγκοσλαβικά έπιχειρήσεις άποστείλωσι το δυνατόν ταχύτερον τὰς δεούσας συστάσεις εις την Δημοσίαν Έπιχειρήσιν Ήλεκτρισμού (ΔΕΗ).

γ) Έκτός των ως άνω μονάδων Diesel η δημοσία έπιχειρήσις ηλεκτρισμού εξέτάζει και τον ένδεχόμενον έφοδιασμόν, μετά το έτος 1962, μονάδων έσωτερικής καύσεως (Diesel) έγκατεστημένης ισχύος 1.500 KW δι' έκάστην μονάδα ως και γεννητριών ηλεκτρισμού έναλλασσομένου ρεύματος δυνάμεως 1.000 KW δι' έκάστην.

Η Γιουγκοσλαβική βιομηχανία θά προσκληθῆ να λάβθ μέρος εις τὰς σχετικάς διά τον έφοδιασμόν αυτόν διεθνείς δημοπρασίας συμφώνως προς τούς εις την ως άνω παράγραφον άναφερομένους όρους.

Διεύρυνσις της συνεργασίας εις τον τομέα των έπενδύσεων.

Αϊ παραγγελίαι εις την Γιουγκοσλαβικήν βιομηχανίαν ηλεκτροτεχνικου έξοπλισμού διά τὰς άνάγκας της Δημοσίας Έπιχειρήσεως Ήλεκτρισμού (ΔΕΗ) έχουν πλέον τριπλασιασθῆ κατά το 1962 εν συγκρίσει με εκείνας του 1961. Αϊ εν λόγω παραγγελίαι εξέλιχθησαν εν γένει κατά τρόπον ικανοποιητικόν, έξαιρέσει ώρισμένων άνωμαλιών αιτινες έσημειώθησαν εις την άπόδοσιν μερικων μετασηματιστων διανομής οιτινες δέν ανταποκρίνονται ακριβώς προς τὰς απαιτήσεις τὰς προβλεπομένας υπό της συγγραφῆς υποχρεώσεων της Δ.Ε.Η.

Η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία έλαβε σημείωσιν των ως άνω ίνα ένεργήσθ άναλόγως διά την άρσιν των δυσχερειών αυτών.

Η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία έδηλωσεν ότι είναι διατεθειμένη να διευρύνθ την συμμετοχήν της εις την έκτέλεσιν του έλληνικου πενταετοῦς προγράμματος οικονομικής ανάπτυξεως διά της αναθέσεως εις Γιουγκοσλαβικάς έπιχειρήσεις της κατασκευής νέων βιομηχανικών και άλλων σχεδίων εν Ελλάδι.

Διά να έπιτραπῆ εις την Γιουγκοσλαβικήν Άντιπροσωπείαν να έχθ πληρεστέραν εικόνα των δυνατοτήτων αυτών, η Έλληνική Άντιπροσωπεία έδέχθη να θέσθ εις την διάθεσιν της Γιουγκοσλαβικής Άντιπροσωπείας, το συντομότερον δυνατόν, το άναθεωρηθέν πενταετές έλληνικόν πρόγραμμα οικονομικής ανάπτυξεως, το διά το έτος 1963 Πρόγραμμα κ.λ.π. καθώς και το ειδικόν πενταετές πρόγραμμα ανάπτυξεως της βιομηχανίας τροφίμων και το πρόγραμμα διά το έτος 1963.

Η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία θά υποδείξθ ακολούθως εις την Έλληνικήν Άντιπροσωπείαν τὰ συγκεκριμένα έργα η κατασκευή των οποίων θά ένδιέφερε την Γιουγκοσλαβικήν Άντιπροσωπείαν, λαμβανομένων υπ όψιν των συνθηκών χρηματοδοτήσεως και άλλων αιτινες έπικρατούν εν Ελλάδι.

Η Έλληνική Άντιπροσωπεία είναι σύμφωνος όπως η άπάντησις εις τὰς άνω Γιουγκοσλαβικάς προτάσεις δοθῆ έντός διαστήματος τριών μηνών μετά την λήψιν των.

Η Μικτή Έπιτροπή διεπίστωσεν ότι η Γιουγκοσλαβική Άντιπροσωπεία έπέδωσεν εις την Έλληνικήν Άντιπροσωπείαν, συμφώνως προς τὰς προηγουμένας διατάξεις, το Γιουγκοσλαβικόν Πρόγραμμα οικονομικής ανάπτυξεως.

Βιομηχανική Συνεργασία.

Ἀφοῦ προέβησαν εἰς μίαν γενικὴν ἀνασκόπησιν τῶν ἐπιτευχθέντων μέχρι σήμερον ἀποτελεσμάτων ἐπὶ τοῦ βιομηχανικοῦ τομέως, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι διεπίστωσαν ὅτι, παρὰ τὸ γεγονός ὅτι αἱ γιουγκοσλαβικαὶ καὶ ἑλληνικαὶ βιομηχανίαι ἐφθασαν ἐν ἐπίπεδον ἀναπτύξεως ἐπιτρέπον μίαν εὐρεῖαν συνεργασίαν εἰς τὴν παραγωγὴν, τὰ ἐπιτευχθέντα ἀποτελέσματα δὲν ὑπῆρξαν ἰδιαιτέρως σημαντικά, ἢ κατὰστασις δὲ αὕτη ὀφείλεται κυρίως εἰς μίαν ἀνεπαρκῆ γνώσιν τῶν τεχνικῶν καὶ οἰκονομικῶν συνθηκῶν τῶν βιομηχανικῶν τῶν δύο χωρῶν.

Κατὰ τὴν γνώμην τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας, μία ἐπιτυχὴς συνεργασία θὰ ἠδύνατο νὰ λάβῃ χώραν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας εἰς τοὺς κλάδους τῶν κάτωθι βιομηχανικῶν. Χαρτοποιΐαν, χρωμίου, βιομηχανίας ἠλεκτρικοῦ ἐξοπλισμοῦ, βιομηχανίας τεχνιτῆς μετάξης, βιομηχανίας ψυκτικῶν συσκευῶν. Σημειωτέον ὅτι ἐκ μέρους τῶν ἀντιστοίχων ἑλληνικῶν κλάδων ὑπεβλήθησαν ἤδη προτάσεις πρὸς Γιουγκοσλαβικὰς βιομηχανικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ὅτι μία ἐμπεριστατωμένη ἐξέτασις τῶν προτάσεων αὐτῶν θὰ ἦτο πρὸς τὸ κοινὸν συμφέρον τῶν δύο χωρῶν.

Ἐξ ἄλλου, ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα θεωρεῖ ὅτι οἱ κλάδοι τῶν κάτωθι βιομηχανικῶν ἐμφανίζουν εὐνοϊκὰς συνθήκας διὰ τὴν βιομηχανικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

— Ὑφαντουργία : Κατασκευὴ βαμβακερῶν νημάτων, κατασκευὴ καὶ σταμπάρισμα (Impression) ὑφασμάτων, κατασκευὴ ἐπὶ παραγγελίᾳ (Facon) κλωστῶν διὰ ράψιμον.

— Βιομηχανία χημείας καὶ τροφίμων (πυρηνέλαιον, διύλιστήρια πετρελαίου κ.λ.π.).

— Προϊόντα φαρμακευτικὰ καὶ χρώματα βαφῆς.

— Μάλλινα ὑφάσματα.

— Μελέτη καὶ ἐπίβλεψις κατασκευῆς σχεδίων πολεοδομίας ὁδῶν, λιμένων καὶ λιμενικῶν ἐγκαταστάσεων.

— Μελάται ἀντισεισμικαί,

ὡς καὶ εἰς πᾶν ἕτερον τομέα παραγωγῆς δυνάμενον νὰ ἐνδιαφέρῃ τὰς δύο χώρας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ὑπέβαλεν εἰς τὴν Γιουγκοσλαβικὴν Ἀντιπροσωπεῖαν πίνακα συγκεκριμένων προτάσεων γενομένων ὑπὸ διαφόμων Ἑλληνικῶν ἐπιχειρήσεων, αἱ ὁποῖαι ἐπιθυμοῦν νὰ συνεργασθοῦν μετὰ γιουγκοσλαβικῶν βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεῖα θεωρεῖ ὅτι ἡ μέχρι σήμερον κτηθεῖσα πείρα, ὡς καὶ αἱ ἐπαφαὶ μεταξὺ τῶν Γιουγκοσλαβικῶν καὶ Ἑλληνικῶν ἐπιχειρήσεων κατὰ τὰς συγκεντρώσεις τῆς μικτῆς ομάδος ἐργασίας, τὸν Ἰούνιον τοῦ 1962 ἐν Ἀθήναις, ἀπέδειξαν ὅτι ὑφίστανται πραγματικαὶ δυνατότητες ἐπιτρέπουσαι τὴν ἀνάπτυξιν μιᾶς ἀμοιβαίας συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τῶν μελετῶν, τῆς ἐκπονήσεως τῶν σχεδίων, τῆς παροχῆς τοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ πάσης ἄλλης μορφῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας, δυναμένης νὰ ἐνδιαφέρῃ τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη εἰς τοὺς κάτωθι τομεῖς :

— κατασκευὴν ἠλεκτρικοῦ ἐξοπλισμοῦ, μετασχηματιστῶν, ἠλεκτρικῶν κινήτρων καὶ λοιποῦ ἠλεκτρικοῦ ἐξοπλισμοῦ.

— κατασκευὴν ἐξοπλισμοῦ διὰ βιομηχανίαν τροφίμων (φρούτα, λαχανικά, γάλα, σιτηρά, ἐλαιώδη κ.λ.π.)

— κατασκευὴν μηχανῶν, τρακτέρ, κινήτρων ἐσωτερικῆς καύσεως καὶ λοιποῦ ἐξοπλισμοῦ, προοριζόμενου διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν μετάλλων

— κατασκευὴν βαγονίων καὶ πλαισίων βαγονίων καὶ παντὸς ἄλλου ἐξοπλισμοῦ προοριζόμενου διὰ τὴν σιδηροδρομικὴν καὶ ὁδικὴν συγκοινωνίαν

— ἐξοπλισμὸς τηλεπικοινωνιῶν (τηλεφωικαὶ συσκευαί, μηχανήματα μετρήσεως κ.λ.π.)

— συσκευαί καὶ ἐξοπλισμὸς ψυκτικῶν μηχανημάτων, πλυντηρίων.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεῖα θεωρεῖ ἐπίσης ὅτι ὑφίστανται δυνατότητες διὰ τὴν βιομηχανικὴν συνεργασίαν εἰς ἄλλους τομεῖς ὡς :

— ἐρευναι καὶ παράδοσις τοῦ ἀναγκαιοῦντος ἐξοπλισμοῦ διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν κοιτασμάτων πετρελαίου καὶ φωταερίου

— παραγωγὴ γεωργικῶν μηχανῶν ὡς καὶ εἰς πάντα ἄλλον τομέα παραγωγῆς δυνάμενον νὰ ἐνδιαφέρῃ τὰς δύο Χώρας.

Πρὸς ἐπιτάχυνσιν τῆς ἀναπτύξεως τῆς συνεργασίας διὰ μίαν κοινὴν βιομηχανικὴν παραγωγὴν προοριζομένην νὰ καλύψῃ τὰς ἀμοιβαίας ἀνάγκας καὶ τὴν πώλησιν εἰς τρίτὰς Χώρας, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν νὰ πραγματοποιήσουν, μέχρι τέλους τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου 1963 ἀπ' εὐθείας ἐπαφὰς μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν βιομηχανικῶν καὶ ἄλλων ἐνδιαφερομένων ὀργανισμῶν (Συνεταιρισμοὶ βιομηχανικῶν, ἀγροτικαὶ τράπεζαι κ.λ.π.), ἵνα δυνηθῶσι νὰ γνωρίσωσι τὰς συγκεκριμένας δυνατότητας τῆς ὑφισταμένης βιομηχανικῆς συνεργασίας εἰς τοὺς ἀντιστοίχους αὐτῶν τομεῖς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον οἱ γιουγκοσλαβικοὶ οἰκονομικοὶ ὀργανισμοὶ εἶναι ἔτοιμοι νὰ ὀργανώσουν ἐν Γιουγκοσλαβίᾳ ἐντὸς τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης προθεσμίας συναντήσεις μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς ἐνδιαφερομένης ἑλληνικῆς βιομηχανίας καὶ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἄλλων ἀρμοδίων ἑλληνικῶν ὀργανισμῶν, ἐν σχέσει πρὸς τὰς συγκεκριμένας συνθήκας βιομηχανικῆς συνεργασίας εἰς ὀρισμένον τομέα, ἵνα τεθῶσι εἰς τὴν διάθεσίν των αἱ πληροφορίαὶ αἱ ἀφορῶσαι τὴν γιουγκοσλαβικὴν βιομηχανίαν ἢ ὅποια τοὺς ἐνδιαφέρει.

Πᾶσαι αἱ μέχρι σήμερον ὑποβληθεῖσαι προτάσεις ἐπὶ τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας θὰ ἐξετασθῶσι ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ.

Εὐκατῶν θὰ ἦτο ὅπως ἡ κοινὴ ἐκθεσις τῶν ἐπισήμων ἀντιπροσώπων τῆς μικτῆς ομάδος ἐργασίας ὑπογραφείσα ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουνίου 1962, χρησιμοποιοῦνθῇ ὡς βᾶσις περαιτέρω ἀναπτύξεως τῆς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν βιομηχανικῆς ἀναπτύξεως.

Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ θὰ καθορισθῇ ἐπίσης ἡ ἡμερομηνία τῆς ἐπισκέψεώς ἐν Ἑλλάδι τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ὀργανισμῶν τῶν γιουγκοσλαβικῶν παραγωγῶν ὡς καὶ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων γιουγκοσλαβικῶν ὀργανισμῶν.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ συνεργασία εἰς τὸν τομέα τῆς ἀνταλλαγῆς ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐξελίχθη κατὰ τρόπον λίαν ἱκανοποιητικόν, κατὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τοῦ μηνὸς Δεκεμβρίου 1961 μέχρι τοῦ μηνὸς Ὀκτωβρίου 1962.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 11 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν, οἱ Πρόεδροι τῶν ἐθνικῶν ἀντιπροσωπειῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐνέκριναν τὴν κοινὴν ἐκθεσιν τῶν ἐπισήμων ἀντιπροσώπων τῆς ομάδος ἐργασίας τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουνίου 1962.

Τεχνικὴ βοήθεια.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι συμφέρει εἰς τὰς δύο χώρας ἡ ἐπιτάχυνσις τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ἀποφάσεων, αἵτινες ἐλήφθησαν κατὰ τὰς προηγουμένας συνόδους τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς σχετικῶς μετὰ τὸ ζήτημα τῆς τεχνικῆς βοήθειας. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνεφωνήθη ὅπως ἀπ' εὐθείας ἐπαφῆς πραγματοποιηθῇ μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων διὰ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν τῶν δύο Μερῶν, ἦτοι :

Εἰς τὴν Λαϊκὴν Ὀμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :

Ὀμοσπονδιακὸν Ἰνστιτούτον διὰ τὴν διεθνή τεχνικὴν βοήθειαν (Institut Federal pour l'Assistance Technique Internationale)

35, ὁδὸς Savska—Βελιγράδιον

Εἰς τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος :

Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ, Ὑπηρεσίαν Τεχνικῆς Βοηθείας 2 ὁδὸς Σταδίου—Ἀθήναι.

Τὰ ἐπιτευχθέντα ἀποτελέσματα εἰς τὸν τομέα τῆς Τεχνικῆς βοήθειάς θὰ ἀνακοινοῦνται εἰς τὰς Ἀντιπροσωπείας κατὰ τὰς συνόδους τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θεωρεῖ ὅτι θὰ ἦτο ὠφέλιμον ὅπως οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Μερῶν, ἐπιφορτισμένοι μὲ τὴν πραγματοποίησιν τῆς τεχνικῆς βοήθειάς, συναντῶνται κατὰ τὸ πρῶτον τρίτημον τοῦ 1963 ἵνα συμφωνήσωσιν ἐπὶ τῶν ζητημάτων ὀργανώσεως καὶ διαδικασίας σχετικῶν μὲ τὴν μορφήν ταύτην τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
N. SUSNJAR

A. ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΣ

Τρίτον Πρόσθετον Πρωτόκολλον

εἰς τὴν συνθήκην ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 1 Ὀκτωβρίου 1960.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνῆλθεν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ τῆς 24ης Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 6ης Νοεμβρίου 1962, ὡς προβλέπεται εἰς τὸν ἄρθρον 7 τῆς Συμφωνίας περὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1960.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Ἐχουσαι ὑπ' ὄψιν τὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ δὴ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2, παράγρ. 2, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν διὰ νὰ προσδιορίσουν ὅτι αἱ ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1962 μέχρι τῆς 30 Σεπτεμβρίου 1963, θὰ ἔδει νὰ ἐξελιχθοῦν ὡς κατωτέρω :

A. Πίναξ τῶν Γιουγκοσλαβικῶν ἐξαγωγῶν.

Ἐμπορεύματα	Ποσότης Ἀξία εἰς εἰς τόνους χιλιάδ. ἄμ. δολλ.
I. Ἀγροτικά καὶ κτηνοτροφικά προϊόντα ἐξ ὧν :	
— Βοοειδῆ	12.500
— Βόειον κρέας	1.600
— Μικρὰ ζῶα	7.500
— Ζῶα ἀναπαραγωγῆς	700
— Κρέας μικρῶν ζῶων	κεφαλαί 3.000
— Τυρὸς	750
— Σάκχαρις	20.000
— Λοιπὰ Γεωργικά προϊόντα	500
II. Προϊόντα Βιομηχανίας ξύλου καὶ χάρτου, ἐξ ὧν :	
— Εὐλεία καὶ προϊόντα αὐτῆς	1.400
— Προϊόντα βιομηχανίας χάρτου	400
Ἐμπορεύματα	Ποσότης Ἀξία εἰς εἰς τόνους χιλιάδ. ἄμ. δολλ.

III. Μέταλλα, μηχαναὶ, ὀχήματα καὶ διάφορα βιομηχανικά προϊόντα ἐξ ὧν :

— Ἐξοπλισμός : Μηχαναὶ διὰ βιομηχανίας, γεωργικὰ μηχανήματα, ἠλεκτρονικὸς ἐξοπλισμός, μηχαναὶ, ἐργαλεῖα	2.000
— Πλήρεις ἐγκαταστάσεις	500

— Ὀχήματα, ἐλκυστήρες, αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα, φορτηγὰ, μοτοσυκλέτα καὶ ἄλλα	1.000
— Ἡλεκτρικὸν ὕλικόν : οἰκιακαὶ ἠλεκτρικαὶ συσκευαί, καλώδια καὶ ἄλλα	450
— Διάφορα προϊόντα καὶ εἶδη ἐκ σιδήρου, χάλυβος καὶ ἐξ ἄλλων μετάλλων	1.500
— Χημικά προϊόντα	800
— Ὑφαντουργικά προϊόντα	450
— Ἄλλα βιομηχανικά προϊόντα	400
IV. Διάφορα	300

B. Πίναξ Ἑλληνικῶν Ἐξαγωγῶν.

I. Ἀγροτικά καὶ κτηνοτροφικά προϊόντα ἐξ ὧν :	
— Βάμβαξ	8.500
— Δέρματα ἀκατέργαστα μικρῶν ζῶων	2.000
— Ἐσπεριδοειδῆ	2.100
— Σταφίδες	400
— Ἐλαῖαι	300
— Ἐλαιόλαδον	500
— Λοιπὰ γεωργικά προϊόντα	100
II. Ὀρυκτά	
— Ὀρυκτά χρωμίου	3.000
— Ὀρυκτά μαγγανίου	4.500
— Καολίνη	4.000
Ἐμπορεύματα	Ποσότης Ἀξία εἰς εἰς τόνους χιλιάδ. \$

III. Βιομηχανικά προϊόντα

α) — Σιδηουργικά προϊόντα ἐλατὰ καὶ ἐλκυστὰ ἐξ ὧν :	
— Σιδηρόφυλλα, συμπεριλαμβανομένων σιδηροφύλλων εἰς θρύμματα (Decarpees)	7.000
— Λοιπὰ προϊόντα ἐκ σιδήρου καὶ ἐκ χάλυβος	3.000
β) Ἡλεκτρικὸν ὕλικόν :	
— Οἰκιακαὶ ἠλεκτρικαὶ συσκευαί, καλώδια κ.λ.π.	450
γ) — Διάφορα προϊόντα ἐκ μετάλλου (ξυριστικά λεπίδες, μαχαιροπήρουνα, οἰκιακαὶ συσκευαί κ.λ.π.)	600
δ) — Τσιμέντο	40.000
ε) — Ὑφαντουργικά προϊόντα (βαμβακερὰ καὶ μάλλινα νήματα καὶ βαμβακερὰ καὶ μάλλινα ὑφάσματα)	3.200
στ) — Χημικά καὶ φαρμακευτικά προϊόντα	300
ζ) — Πάστα ἐκ σπόρου χαρουπιῶν (Manogal κ.λ.π.)	300
η) — Χάρται διάφοροι	200
θ) — Προϊόντα βιομηχανίας τροφίμων (χυμοὶ φρούτων κ.λ.π.)	150
IV. Διάφορα	300

Ἄρθρον 2.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς εἰς τοὺς ὡς ἄνω πίνακας A καὶ B ἀναφερομένας ἀξίας καὶ ποσότητας ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῆς Οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1960.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1960, θὰ ἐφαρμοσθῇ προσωρινῶς καὶ ἀναδρο-

μικῶς ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1962 καὶ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς κυρώσεως αὐτοῦ ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 6ην Νοεμβρίου 1962, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν γαλλικὴν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ
Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Λαϊκῆς Ομοσπονδιακῆς
Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
NICOLA SUSNJAR

A. ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΣ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βελιγράδιον τῆ 6 Νοεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφέρομαι εἰς τὴν ἐπιστολὴν ὑπὸ ἡμερομηνίαν 20 Δεκεμβρίου 1961 τὴν προσηρητημένην εἰς τὸ δεύτερον Πρόσθετον Πρωτόκολλον τῆς συμφωνίας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας, διὰ τῆς ὁποίας εἰς λογαριασμὸς ὑπὸ τὸν τίτλον «Λ/σμὸς — Ὑπόλοιπον 1961» εἶχεν ἀνοιχθῆ διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τοῦ χρεωστικοῦ ὑπολοίπου τὸ ὁποῖον ὑφίστατο τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1961 εἰς τὸν προβλεπόμενον διὰ τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἡμῶν λογαριασμὸν.

Συμφώνως πρὸς τὴν ἐπιστολὴν ταύτην, τὸ ποσὸν τῶν 6.500.000 Ἀμερ. Δολλ. τὸ ὁποῖον εἶχε μεταφερθῆ εἰς χρέωσιν τοῦ «Λ/σμοῦ — Ὑπόλοιπον 1961» θὰ ἔδει νὰ χρησιμοποιοῦντο ἀποκλειστικῶς διὰ τὸν διακανονισμὸν τῆς ἀξίας τῶν ἐν τῇ ἐπιστολῇ σημειουμένων ἐλληνικῶν ἐμπορευμάτων μέχρι τῶν ποσοτήτων ἢ ἀξιῶν αἵτινες ἀναγράφονται εἰς τὴν ἐπιστολὴν.

Δεδομένου ὅτι ἐκ τῶν ἐν τῇ ὡς ἄνω μνημονευθείσῃ ἐπιστολῇ προβλεπομένων ἐμπορευμάτων ἢ Γιουγκοσλαβία δὲν ἤδυνήθη νὰ προέλθῃ εἰς τὴν ἀγορὰν σιδηροφύλλων καὶ διαφόρων προϊόντων ἐκ σιδήρου καὶ ἐκ χαλκοῦ διὰ ποσὸν 280.000 Ἀμ. Δολλ. καὶ τῶν ψηγμάτων σιδήρου μιᾶς ἐμπορικῆς πράξεως μὴ ἐκτελεσθείσης, ποσοῦ 200.000 Ἀμ. Δολλ., ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως τὸ ὅλικόν ποσὸν τῶν 480.000 Ἀμ. Δολλ. χρησιμοποιηθῆ ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβίας διὰ τὴν ἀγορὰν ἐν Ἑλλάδι βάμβακος κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ συμβατικοῦ ἔτους 1962—63.

Παρακαλῶ ὑμᾶς, Κύριε Πρόεδρε, ὅπως θελήσητε νὰ μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ σύμφωνον ὑμῶν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.
Δέξασθε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

ΑΔ. ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΣ
Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Κύριον
NIKOLA SUSNJAR
Πρόεδρον τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βελιγράδιον, τῆ 6 Νοεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ὑμετέρας ἐπιστολῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ἔχουσιν οὕτω :

Ἀναφέρομαι εἰς τὴν ἐπιστολὴν ὑπὸ ἡμερομηνίαν 20 Δεκεμβρίου 1961 τὴν προσηρητημένην εἰς τὸ δεύτερον Πρόσθετον Πρωτόκολλον τῆς συμφωνίας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τῶν μακροπροθέσμων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας, διὰ τῆς ὁποίας εἰς λογαριασμὸς ὑπὸ τὸν τίτλον «Λ/σμὸς — Ὑπόλοιπον 1961» εἶχεν ἀνοιχθῆ διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τοῦ χρεωστικοῦ ὑπολοίπου τὸ ὁποῖον ὑφίστατο τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1961 εἰς τὸν προβλεπόμενον διὰ τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἡμῶν λογαριασμὸν.

Συμφώνως πρὸς τὴν ἐπιστολὴν ταύτην, τὸ ποσὸν τῶν 6.500.000 Ἀμερ. Δολλ. τὸ ὁποῖον εἶχε μεταφερθῆ εἰς χρέωσιν τοῦ «Λ/σμοῦ — Ὑπόλοιπον 1961» θὰ ἔδει νὰ χρησιμοποιηθῆ ἀποκλειστικῶς διὰ τὸν διακανονισμὸν τῆς ἀξίας τῶν ἐν τῇ ἐπιστολῇ σημειουμένων ἐλληνικῶν ἐμπορευμάτων μέχρι τῶν ποσοτήτων ἢ ἀξιῶν αἵτινες ἀναγράφονται εἰς τὴν ἐπιστολὴν.

Δεδομένου ὅτι ἐκ τῶν ἐν τῇ ὡς ἄνω μνημονευθείσῃ ἐπιστολῇ προβλεπομένων ἐμπορευμάτων ἢ Γιουγκοσλαβία δὲν ἤδυνήθη νὰ προέλθῃ εἰς τὴν ἀγορὰν σιδηροφύλλων καὶ διαφόρων προϊόντων ἐκ σιδήρου καὶ ἐκ χαλκοῦ διὰ ποσὸν 280.000 Ἀμ. Δολλ. καὶ τῶν ψηγμάτων σιδήρου μιᾶς ἐμπορικῆς πράξεως μὴ ἐκτελεσθείσης, ποσοῦ 200.000 Ἀμ. Δολλ., ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως τὸ ὅλικόν ποσὸν τῶν 480.000 Ἀμ. Δολλ. χρησιμοποιηθῆ ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβίας διὰ τὴν ἀγορὰν ἐν Ἑλλάδι βάμβακος κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ συμβατικοῦ ἔτους 1962—63.

Παρακαλῶ ὑμᾶς, Κύριε Πρόεδρε, ὅπως θελήσητε νὰ μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ σύμφωνον ὑμῶν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω, καὶ νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὸ σύμφωνον τῆς Κυβερνήσεώς μου ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Δέξασθε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

N. SUSNJAR
Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Κύριον
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΝ
Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βελιγράδιον, τῆ 6 Νοεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνόδου τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν, λαβούσης χώραν ἀπὸ τῆς 24ης Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 6 Νοεμβρίου 1962, ἡ γιουγκοσλαβικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἐξέφρασεν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπεῖαν τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως δοθῆ ἡ δυνατότης εἰς τὰς γιουγκοσλαβικὰς ἐπιχειρήσεις ν' ἀγοράσωσιν ἐν Ἑλλάδι παλαιὰ σίδηρα προερχόμενα ἐκ διαλυομένων πλοίων, μὲ πληρωμὴν διὰ μέσου τοῦ Ἑλληνο—γιουγκοσλαβικοῦ κληρικῆ, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι καὶ οἱ Ἕλληνες ἐφοπλισταὶ θὰ ἠδύναντο νὰ ἀγοράσωσι πλοῖα εἰς τὰ Γιουγκοσλαβικὰ ναυπηγεῖα, μὲ πληρωμὴν ἐπίσης διὰ μέσου τοῦ κληρικῆ.

Ἐπιβεβαιῶν ὑμῖν τὴν ἐπιθυμίαν ταύτην, δεχθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

N. SUSNJAR
Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Κύριον
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΝ ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΝ
Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας.
ΕΝΤΑΥΘΑ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βελιγράδιον, τῆ 6 Νοεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ὑμετέρας ἐπιστολῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν διὰ τῆς ὁποίας εἶχατε τὴν καλωσύνην νὰ μοὶ γνωρίσητε ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνόδου τῆς Ἑλληνο—γιουγκοσλαβικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τὴν τεχνικὴ

βοήθειαν, λαβούσης χώραν από τῆς 24ης Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 6ης Νοεμβρίου 1962, ἡ γιουγκοσλαβικὴ ἀντιπροσωπεία ἐξέφρασεν εἰς τὴν ἑλληνικὴν ἀντιπροσωπείαν τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως δοθῆ ἡ δυνατότης εἰς τὰς γιουγκοσλαβικὰς ἐπιχειρήσεις ν' ἀγοράσωσιν ἐν Ἑλλάδι παλαιὰ σίδηρα προερχόμενα ἐκ διαλυομένων πλοίων με πληρωμὴν διὰ μέσου τοῦ Ἑλληνογιουγκοσλαβικοῦ κληρίγκ, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι καὶ οἱ Ἕλληνες Ἐφοπλισταὶ θὰ ἠδύναντο νὰ ἀγοράσωσι πλοῖα εἰς τὰ γιουγκοσλαβικὰ ναυπηγεῖα, με πληρωμὴν ἐπίσης διὰ μέσου τοῦ κληρίγκ.

Εἰς ἀπάντησιν τῆς ὑμετέρας ἐπιστολῆς, ἐπιθυμῶ νὰ βεβαιώσω ὑμᾶς, Κύριε Πρόεδρε, ὅτι δὲν θὰ παραλείψω νὰ κοινοποιήσω τὴν πρότασιν ταύτην εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἑλληνικὰς ἀρχὰς καὶ ὅτι θὰ πράξω πᾶν τὸ δυνατόν ἵνα δοθῆ εὐνοϊκὴ ἀπόφασις.

Δέξασθε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΣΓΟΥΡΔΑΙΟΣ
Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Κύριον
ΝΙΚΟΛΑ ΣΟΥΣΝΙΑΡ
Πρόεδρον τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας.
ΕΝΤΑΥΘΑ

(2)

Ἀριθ. Πρωτ. Φ 0010/Μ/1920

Περὶ κυρώσεως Συμφωνίας μακρᾶς διαρκείας περὶ ἀνταλλαγῆς προϊόντων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας.

Οἱ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφος 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων», ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὴν ἐν Βουδαπέστη ὑπογραφεῖσαν τὴν 5ην Δεκεμβρίου 1962 Συμφωνίαν μακρᾶς διαρκείας περὶ ἀνταλλαγῆς προϊόντων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας.

Τὸ κείμενον τῆς Συμφωνίας ἔπεται, ἐν πρωτοτύπῳ, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Μαρτίου 1963

Οἱ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ
ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

ACCORD A LONG TERME

Relatif aux livraisons réciproques de produits entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Hongroise.

Les représentants du Gouvernement du Royaume de Grèce et de la République Populaire Hongroise, après avoir constaté que le développement des relations commerciales entre la Grèce et la Hongrie était favorable et fructueux pour tous les deux Pays au cours de la période du 1er Janvier 1960 au 31 Décembre 1962 sur la base du premier accord à long terme de trois ans, et animés du désir de bénéficier des avantages d'un nouvel accord à long terme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Pendant la période du 1er janvier 1963 au 31 décembre 1965 l'échange de marchandises entre la Grèce

et la Hongrie s'effectuera sur la base des Listes détaillées à établir pour chaque année par la Commission mixte.

A l'occasion de la conclusion des Protocoles Annuels d'échanges commerciaux entre les deux Pays les Parties Contractantes s'efforceront d'augmenter le nombre des produits devant faire l'objet de livraisons réciproques, en tenant compte, d'un commun accord, non seulement des produits qui jouent un rôle traditionnel dans le commerce entre les deux Pays, mais encore d'autres produits.

Article 2

Le volume des échanges prévu entre les deux Pays pour les trois années est comme suit :

	La valeur s'entend en millions de dollars		
	1963	1964	1965
Exportations grecques	9,15	9,50	10,00
Exportations hongroises	10,00	10,50	11,00
	<u>19,15</u>	<u>20,00</u>	<u>21,00</u>

La Commission Mixte, qui se réunira annuellement, aura la possibilité d'élargir les contingents au delà du volume fixé ci-dessus.

Article 3

Au cours de l'année 1963 l'échange de marchandises entre la Grèce et la Hongrie se déroulera sur la base des listes I et II annexées au présent Accord.

Article 4

L'Article 2 du Protocole signé à Athènes le 24 Février 1962 est remplacé comme suit :

La Banque de Grèce et la Banque Nationale de Hongrie exécuteront les ordres de paiement reçus sans égard aux disponibilités sur le compte prévu à l'Article 1er de l'Accord de Paiement du 5 juin 1954, à condition que le solde de ce compte ne dépasse pas le montant de 2.000.000 (deux millions) dollars USA.

Article 5

Les échanges de produits prévus par le présent Accord s'effectueront conformément aux dispositions des Accords de Commerce et de Paiement entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Hongroise, du 5 juin 1954, complétés par les dispositions des protocoles du 28 juin 1956, du 30 janvier 1959 et du 3 février 1961. En conséquence ces Accords resteront en vigueur jusqu'au 31 Décembre 1965 et à partir de cette date ils pourront être prorogés par tacite reconduction d'année en année à moins que l'une des deux Parties Contractantes ne communique par écrit trois mois avant l'expiration son intention d'y renoncer.

Les dispositions des articles du présent Accord à long terme font partie intégrante de l'Accord de Commerce et de Paiement du 5 juin 1954 entre les deux Pays.

Le présent Accord entre en vigueur à partir du 1er janvier 1963,

Fait à Budapest, le 5 décembre 1962, en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce
GEORGES PAPADAKIS

Président de la Délégation Hellénique.
Pour le Gouvernement de la République
Populaire Hongroise
ISTVAN TOROK
Président de la Délégation Hongroise

LISTE I.

Produits hongrois à exporter vers la Grèce, pendant l'année 1963.

valeur en 1.000 S

1. Produits alimentaires, produits agricoles, grains de luzerne, grains de betterave sucrière, grains de plantes potagères et autres grains. 300
2. Sucre 2.000
3. Produits d'élevage: animaux vivants (animaux reproducteurs, de boucherie et pour engraissement), conserves de viande, salamis, foie-gras, gibier, volailles, fromage, etc. 3.000
4. Viande congelée 500
5. Installations complètes: fabriques de conserve, frigorifères, monlins, silos etc. 250
6. Matériel roulant et équipement de chemin de fer. P.M.
7. Grues de port et installations de transport, machines diverses et moteurs y compris: moteurs électriques au-dessus de 100 KW et machines hydroélectriques. 350
8. Machines outils, machines agricoles et de mines, machines pour l'industrie de bois, équipements et installations industriels, ascenseurs, véhicules de transport, autobus, dumpers ainsi que pièces détachées. 500
9. Compteurs électriques 300
10. Postes récepteurs de TSF, magnetophones, pièces détachées, tubes, émetteurs. 70
11. Installations de télécommunications y compris: appareils téléphoniques, centrales téléphoniques, etc. 100
12. Appareils, instruments de mesure, instruments pour l'industrie textile, instruments scientifiques et médicaux, meubles pour médecins, équipements acoustiques, instruments optiques et géodésiques etc. 100
13. Articles de mécanique et de précision y compris: horloges, réveils-matin, appareils photographiques et cinématographiques, bouteilles isolantes et verres de rechanges, verres à lunettes et montures 60
14. Machines à coudre, bicyclettes, motocyclettes et pièces détachées, scooters. 60
15. Outils pneumatiques et de précision articles de quincaillerie, outils agricoles et à main, pioches, vis à bois, serrures, cadenas, etc. 300
16. Lampes à incandescence, tubes fluorescents et accessoires, lampes de TSF. 70
17. Matériel d'installations électriques, y compris: isolateurs en porcelaine 180
18. Produits de l'industrie métallurgique y compris: barres et profilés, aciers spéciaux, tubes en acier, raccords, électrodes, etc. 100
19. Câbles d'acier-aluminium et fils d'aluminium P.M.
20. Produits chimiques y compris: carbonate de potasse, alcool, hyposulphite de soude lubrifiants, articles sanitaires produits de pâtes dentifrices, crème à raser, colorant d'aniline et matières auxiliaires pour l'industrie textile et de cuir. Produits réfractaires 200
21. Explosifs industriels, détonateurs électriques de mine, détonateurs explosifs, articles de chasse, cartouches, armes. 50

22. Produits pharmaceutiques, produits chimiques pour laboratoires 50
23. Baignoires et articles émaillés, articles sanitaires et de ménage en faïence 250
24. Papiers photographiques et pellicules, films cinématographiques, disques, livres, journaux, périodiques. 35
25. Articles divers en caoutchouc, cuirs artificiels et industriels, courroies de transmission 30
26. Articles de maroquinerie et peaux préparés et pelleterie 50
27. Textiles divers: tissus de coton, de rayonne et de fibrane, couvertures, tissus d'ameublement, articles de nylon, chemises, bonneterie, rideau 400
28. Produits de chanvre et de lin (bâches, ficelles, etc). 100
29. Articles d'argenterie et d'orfèvrerie, objets de fantaisie, porcelaines, jouets, articles en petits-points.etc. 15
30. Brosses et pinceaux, articles de bureau et petites machines de bureau 15
31. Sciage en bois dur feuillus et bois de toute sorte 150
32. Vins et spiritueux P.M.
33. Divers 415

LISTE II.

Produits grecs à exporter vers la Hongrie pendant l'année 1963.

Valeur en 1.000 S

1. Tabac 1.880
2. Peaux d'agneau pour pelleterie, peaux de chèvre et de chevrette 1.000
3. Peaux d'origine hongroise 250
4. Matières tannantes, valonea 20
5. Figues sèches 200
6. Raisins secs 400
7. Amandes P.M.
8. Coton brut 2.500
9. Boyaux 100
10. Agrumes, cédrats et cédrats en saumure 750
11. Feuilles de laurier 30
12. Poissons, conserves de poissons 10
13. Colophane 300
14. Huile de térébenthine P.M.
15. Minerais et métaux (fer, pyrite, chrome, plomb, etc.). 200
16. Olives et huile d'olive P.M.
17. Fils de coton 700
18. Placage de noyer 100
19. Poils de chèvre 20
20. Déchets de coton et de lainage P.M.
21. Tôles fines P.M.
22. Tourteaux de coton P.M.
23. Pailles de sorgho 50
24. Farine de caroubes P.M.
25. Vins et produits de vin P.M.
26. Laine, fils de laine et tissus de laine 200
27. Divers 520

Le Président de la Délégation
Hongroise

Budapest, le 5 Décembre 1962.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

«Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature, en date d'aujourd'hui de l'Accord à long

serme concernant les échanges commerciaux entre la Grèce et la Hongrie, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément au régime actuellement en vigueur en Grèce, l'importation de moteurs électriques d'une puissance au dessus de 100 KW est libre.

L'importation de moteurs électriques d'une puissance inférieur à 100 KW est défendue. Dans des cas exceptionnels concernant des moteurs de types spéciaux, qui ne sont pas produits en Grèce, des licences d'importation pourraient être accordées seulement après approbation préalable du Ministère de l'Industrie».

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer mon accord sur le contenu de votre lettre.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Istvan TOROK
Président de la Délégation
Hongroise

M. Georges PAPADAKIS
Président de la Délégation
Hellénique
Budapest.

Le Président de la Délégation
Hongroise

Budapest, le 5 Décembre 1962.

Monsieur le Président,

Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord à long terme concernant les échanges commerciaux entre la Grèce et la Hongrie, j'ai l'honneur de vous confirmer que dans le cadre du contingent No 1 de la Liste I, annexée à l'Accord à long terme le volume de différentes marchandises/y compris graines de luzerne/ peut être augmenté jusqu'à concurrence de 800.000/Huit cents mille/ dollars.

Veillez agréer, Minsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Istvan TOROK
Président de la Délégation
Hongroise

M. Georges PAPADAKIS
Président de la Délégation
Hellénique
Budapest.

Le Président de la Délégation
Hongroise

Budapest, le 5 Décembre 1962

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord à long terme sur les échanges commerciaux entre la Grèce et la Hongrie, en dat e de ce jour, j'ai l'honneur de vous déclarer qu'au cours de ces négociations il a été convenu que dans le cadre du contingent «Divers» inclus dans la liste II figurent entre autres : papiers, lames à raser, etc.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Istvan TOROK
Président de la Délégation
Hongroise

M. Georges PAPADAKIS
Présidente de la Délégation
Hellénique
Budapest.

Le Président de la Délégation
Hellénique

Confidentielle

Budapest, le 5 Décembre 1962

Monsieur le Président,

Me référant a la position 3 de la liste I annexée à l'Accord à long terme sur les échanges commerciaux entre la Grèce et la Hongrie, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer par écrit ma déclaration que le Gouvernement Hellénique pourrait appliquer par une mesure d'un caractère général des restrictions à l'importation en Grèce de bovins de menu bétail et de viande pendant la période allant du 15 août au 15 décembre 1963.

Je vous saurais gré, de bien vouloir informer votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Georges PAPADAKIS
Président de la Délégation
Hellénique

M. Istvan TOROK
Président de la Délégation
Hongroise
Budapest.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΑΚΡΑΣ ΔΙΑΡΚΕΙΑΣ

έν σχέσει προς τας άμοιβαίας ανταλλαγάς προϊόντων μεταξύ του Βασ. τής Ελλάδος και τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας.

Οι εκπρόσωποι του Βασιλείου τής Ελλάδος και τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας, διαπιστώσαντες ότι ή ανάπτυξις των έμπορικων σχέσεων μεταξύ τής Ελλάδος και τής Ούγγαρίας υπήρξεν ικανοποιητική και καρποφόρος δι' άμφοτέρας τας χώρας κατά την περίοδον από τής 1ης Ιανουαρίου 1960 μέχρι 31ης Δεκεμβρίου 1962, βάσει τής πρώτης συμφωνίας μακράς διάρκειας τριετούς ισχύος, και έπιθυμούντες ν' απολάβουν των πλεονεκτημάτων μιās νέας συμφωνίας μακράς διάρκειας συνεφώνησαν τά κάτωθι :

"Άρθρον 1.

Κατά την χρονικήν περίοδον από 1ης Ιανουαρίου 1963 μέχρι τής 31 Δεκεμβρίου 1965, ή ανταλλαγή έμπορευμάτων μεταξύ τής Ελλάδος και τής Ούγγαρίας θά πραγματοποιηται βάσει λεπτομερών πινάκων συνταχθησομένων δι' έκαστον έτος υπό τής Μικτής Έπιτροπής.

Κατά την ύπογραφην των έτησίων πρωτοκόλλων έμπορικων ανταλλαγών μεταξύ των δύο χωρών, τά συμβαλλόμενα μέρη θά προσπαθήσουν ν' αύξήσουν τον αριθμόν των προϊόντων άτινα θά αποτελούν άντικείμενον άμοιβαίων έμπορικων ανταλλαγών, λαμβάνονταί υπ' όψιν, κατόπιν κοινής συναινέσεως, όχι μόνον τά προϊόντα άτινα εκ παραδόσεως έχουν θέσιν εις τό μεταξύ των δύο χωρών έμπόριον αλλά και έτερα τοιαύτα.

"Άρθρον 2.

Τό προβλεπόμενον ύψος των ανταλλαγών μεταξύ των δύο χωρών διά τά τρία έτη έχει ως εξής :

	Άξια εις εκατ. Δολάρια		
	1963	1964	1965
Έλληνικαί εξαγωγαί	9,15	9,50	10,00
Ούγγρικαί εξαγωγαί	10,00	10,50	11,00
	19,15	20,00	21,00

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ, συνεργομένη κατ' ἔτος, θὰ ἔχη τὴν δυνατότητα νὰ εὐρύνῃ τὰς ποσοστώσεις πέραν τοῦ διὰ τῶν ἀνωτέρω διαγραφομένων ὁρίων.

Ἄρθρον 3.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους 1963, ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐμπορευμάτων μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Οὐγγαρίας θὰ ἐξελιχθῇ βάσει τῶν συνημμένων τῇ παρούσῃ Συμφωνία πινάκων I καὶ II.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἄρθρον 2 τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Ἀθήναις Πρωτοκόλλου τῆς 24ης Φεβρουαρίου 1962 ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως : Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Οὐγγαρίας θὰ ἐκτελῶσι τὰς ὑπ' αὐτῶν λαμβανομένας ἐντολὰς πληρωμῆς μὴ λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰ διαθέσιμα τοῦ ὑπὸ τοῦ ἄρθρ. 1 τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν τῆς 5ης Ἰουνίου 1954 προβλεπομένου λογαριασμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ αὐτοῦ δὲν θὰ ὑπερβαίῃ τὸ ποσὸν τῶν δύο ἑκατομμυρίων (2.000.000) δολλαρίων Η.Π.Α.

Ἄρθρον 5.

Αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνταλλαγῆαι προϊόντων θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας Συμφωνιῶν Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν τῆς 5ης Ἰουνίου 1954, ὡς αὐταὶ συνεπληρώθησαν διὰ τῶν διατάξεων τῶν Πρωτοκόλλων τῆς 28ης Ἰουνίου 1956, τῆς 30 Ἰουνίου 1959 καὶ τῆς 3ης Φεβρουαρίου 1961. Κατὰ συνέπειαν αἱ Συμφωνίαι αὐταὶ θὰ παρακείνωσιν ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1965 καὶ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, θὰ δύνανται νὰ παρατείνωνται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐφ' ὅσον τὸ ἐν τῶν συμβαλλομένων μετρῶν δὲν γνωστοποιήσῃ ἐγγράφως τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τὴν πρόθεσιν αὐτοῦ περὶ καταγγελίας αὐτῶν.

Ἄρθρον 6.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων τῆς παρούσης Συμφωνίας μακρᾶς διάρκειας ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς Συμφωνίας Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν τῆς 5ης Ἰουνίου 1954 μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ παρούσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1963.

Ἐγένετο ἐν Βουδαπέστη τὴν 5ην Δεκεμβρίου 1962, εἰς δύο πρωτότυπα γαλλιστί.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς
Οὐγγαρίας.

ΠΙΝΑΞ I

Οὐγγρικά προϊόντα ἐξαχθησόμενα πρὸς τὴν Ἑλλάδα κατὰ τὸ ἔτος 1963.

	Ἄξια εἰς χιλ. δολλ.
1. Εἶδη διατροφῆς, γεωργικὰ προϊόντα, σπόροι τριφυλίου, σπόροι σακχαροῦχων τεύτλων, σπόροι λαχανικῶν καὶ ἄλλοι σπόροι.	300
2. Σάκχαρις	2.000
3. Κτηνοτροφικὰ προϊόντα : ζῶντα ζῶα (ζῶα ἀναπαραγωγῆς, διὰ σφαγεῖα, πρὸς πάχυνσιν) κονσερβάς κρεάτων, σαλάμια, φοα-γκρά, θηράματα, πουλερικά, τυριά κ.λ.π.	3.000
4. Κατεψυγμένα κρέατα	500
5. Πλήρεις ἐγκαταστάσεις : ἐργοστάσια κονσερβοποιίας, ψυκτικαὶ ἐγκαταστάσεις, κυλινδρόμυλοι, σιλό κ.λ.π.	250
6. Τροχαῖον ὑλικὸν καὶ ὑλικὸν σιδηροδρόμων	P. M.
7. Γερανοὶ λιμένος καὶ ἐγκαταστάσεις μεταφορῶν, διάφορα μηχανήματα μετὰ κινητήρων : ἠλεκτρικὰ μηχανήματα ἰσχύος μεζζονος τῶν 100 K W καὶ ὑδροηλεκτρικὰ τοιαῦτα.	350

8. Μηχανήματα — ἐργαλεῖα, γεωργικὰ μηχανήματα καὶ μηχανήματα μεταλλείων, μηχανήματα κατεργασίας ξύλου, βιομηχανικὸν ὑλικὸν καὶ βιομηχανικαὶ ἐγκαταστάσεις, ἀνελκυστήρας, ὀχήματα μεταφορῶν, λεωφορεῖα, ἀνατρεπόμενα, ἀνταλλακτικὰ (PIECES DETACHEES)	500
9. Ἡλεκτρικοὶ μετρηταί	300
10. Ραδιόφωνα, μαγνητόφωνα, ἀνταλλακτικὰ, λυχνίαι	70
11. Ἐγκαταστάσεις τηλεπικοινωνιῶν συμπεριλαμβανομένων : τηλεφωνικῶν συσκευῶν, τηλεφωνικῶν κέντρων κ.λ.π.	100
12. Συσκευαί, ὄργανα μετρήσεως, ὄργανα διὰ τὴν ὑφαντουργίαν, ἐπιστημονικὰ καὶ ἰατρικὰ ὄργανα ἰατρικὰ ἐπιπλα, ἀκουστικὸν ὑλικὸν, ὀπτικὰ ὄργανα καὶ ὄργανα γαιοδεσίας κ.λ.π.	100
13. Εἶδη μηχανικῆς καὶ ἀκριβείας συμπεριλαμβανομένων : ὠρολογίων, ἐγερτηρίων, φωτογραφικῶν καὶ κινηματογραφικῶν μηχανῶν, ἠλεκτρικῶν συσκευῶν οἰκιακῆς χρήσεως, μονωτικαὶ φιάλαι καὶ ἀνταλλακτικοὶ φακοί, φοκοὶ ὁμματοῦαλλίων	60
14. Ραπτομηχαναί, ποδήλατα, μοτοσυκλέτται καὶ ἀνταλλακτικὰ, σκούτερ	60
	Ἄξια εἰς χιλ. δολ.
15. Μηχανήματα ἀκριβείας λειτουργοῦντα διὰ πεπιεσμένου ἀέρος, σιδηρικὰ εἶδη, γεωργικὰ ἐργαλεῖα χειρὸς, σκαπάναι, ξυλόβιδαί, κλεῖθρα, κρεμμαστὰ κλεῖθρα (λουκέττα) κ.λ.π.	300
16. Λυχνίαι πυρακτώσεως, σωλήνες φθορισμοῦ καὶ παρελκόμενα αὐτῶν λυχνίαι ραδιοφώνων.	70
17. Ὑλικὸν ἠλεκτρικῶν ἐγκαταστάσεων συμπεριλαμβανομένων μονωτήρων προρσελάνης	180
18. Προϊόντα μεταλλουργικῆς βιομηχανίας συμπεριλαμβανομένων χαλυβδίνων ἀξόνων καὶ ἐλασματοποιημένων τοιαύτων (PROFILES), εἰδικῶν χαλύβων, χαλυβδίνων σωλήνων, συναρμογῶν (ρακόρ), ἠλεκτροδίων κ.λ.π.	100
19. Καλώδια ἐκ χάλυβος — ἀλουμινίου καὶ σύρματα ἐξ ἀλουμινίου	ἐνδεικτικῶς
20. Χημικὰ προϊόντα περιλαμβάνοντα : καυστικὴ ποτάσσα, οἰνόπνευμα, ὑποθειῶδες νάτριον, λιπαντικά, εἶδη ὑγιεινῆς, καλλυντικά, ὀδοντόπασται, κρέμαί ξυρίσματος, χρώματα ἀνελίνης καὶ βοηθητικὰ εἶδη διὰ τὴν κλωστοῦφαντουργίαν καὶ βιομηχανίαν χαλκοῦ πυρίμαχα εἶδη.	200
21. Βιομ. ἐκκρηκτ. ὕλαι, ἠλεκτρικοὶ ἐκτονωταὶ μεταλλείων, ἐκκρηκτικοὶ ἐκτονωταί, εἶδη κυνηγίου, φυσίγγια, ὄπλα.	50
22. Φαρμακευτικὰ προϊόντα, χημικὰ προϊόντα δι' ἐργαστήρια.	50
23. Λουτήρες ἐμαγιέ, εἶδη ὑγιεινῆς καὶ οἰκιακῆς χρήσεως φαβεντιανά.	250
24. Φωτογραφικὸς χάρτης καὶ πλάκες, κινηματογραφικὰ ταινίας, δίσκοι, βιβλία, ἐφημερίδες, περιοδικά.	35
25. Διάφορα εἶδη ἐκ καουτσούκ, τεχνητὰ καὶ βιομηχανικὰ δέρματα, ἱμάντες μεταδόσεως κινήσεως.	30
26. Δερμάτινα εἶδη καὶ κατηρηγασμένα δέρματα, Μηλωταί.	50
27. Διάφορα ὑφάσματα, βαμβακερὰ, ραιγιόν, συνθετικά, ὑφάσματα φιμπράν, σκεπάσματα (κουβέρται) ὑφάσματα ἐπιπλώσεων, εἶδη νάυλον, ὑποκάμισα, πιλῆμματα, παραπετάσματα.	400
28. Εἶδη ἐκ κανάβεως καὶ λινοῦ (σκεπάσματα, σπάγγοι κ.λ.π.)	100
29. Εἶδη ἀργυροχοίας καὶ χρυσοχοίας, ψευτοκοσμήματα, προρσελάναι, παιχνίδια, κ.λ.π.	15
30. Ψῆκτρα καὶ πινέλλα, εἶδη γραφείου καὶ μικραὶ μηχαναὶ γραφείου.	15

31. Πριονίσματα ξύλου εις σκληρά φύλλα και ξύλα παντός είδους. 150
 32. Οίνοι και οίνοπνευματώδη.
 33. Διάφορα

ΠΙΝΑΞ ΙΙ

Έλληνικά προϊόντα εξαχθησόμενα εις Ούγγαρίαν κατά τὸ έτος 1963.

Άξία εις
 χιλ. δολλ.

- | | |
|---|----------|
| 1. Καπνός. | 1 800 |
| 2. Άρνοδέρματα δια γουνοποιταν, αιγοδέρματα, έριφοδέρματα. | 1 000 |
| 3. Δέρματα ούγγρικης προελεύσεως | 250 |
| 4. Δεψικαί ύλαι, βάλανοι. | 20 |
| 5. Ξηρά σύκα. | 200 |
| 6. Σταφίδες | 400 |
| 7. Άμύγδαλα | ένδεικτ. |
| 8. Βάμβαξ άκατέργαστος | 2 500 |
| 9. Έντερα | 100 |
| 10. Έσπεριδοειδή κίτρα και κίτρα εις άλλιν | 750 |
| 11. Φύλλα δάφνης | 30 |
| 12. Ίχθύες, κονσέρβαι ιχθύων. | 10 |
| 13. Κολοφώνιον | 300 |
| 14. Τερεβινθέλαιον | ένδεικτ. |
| 15. Μεταλλεύματα και μέταλλα (σίδηρος, πυρίτης, χρώμιον, μόλυβδος κ.λ.π.) | 200 |
| 16. Έλαια και έλαιόλαδον | ένδεικτ. |
| 17. Νήματα εκ βάμβακος | 700 |
| 28. Καπλαμάδες εκ δρυός | 100 |
| 19. Τρίχες αιγός | 20 |
| 10. Έμπορεύματα βάμβακος και έρίων | ένδεικτ. |
| 11. Λαμαρίνα λεπταί. | » |
| 22. Μάζαι βάμβακος. | » |
| 23. Φύλλα σάργου. | 50 |
| 24. Χαρουπάλευρον. | ένδεικτ. |
| 25. Οίνοι και προϊόντα οίνου. | » |
| 26. Έρια, κλωσταί έρίου και μάλλινα ύφάσματα | 200 |
| 27. Διάφορα. | 520 |

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΥΓΓΡΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βουδαπέστη, 5 Δεκεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Έχω την τιμήν να γνωρίσω ύμιν λήψιν έπιστολής σας υπό σημερινήν ήμερομηνίαν έχούσης ως έξής :

«Άναφερόμενος εις τας συνομιλίαις αίτινες κατέληξαν εις την ύπογραφήν σήμεραν τής Συμφωνίας μακράς διαρκείας άφορώσης τας έμπορικάς ανταλλαγάς μεταξύ Έλλάδος και Ούγγαρίας, έχω την τιμήν να γνωρίσω ύμιν ότι συμφώνως πρὸς τὸ ισχύον καθεστὼς έν Έλλάδι ή εισαγωγή ήλεκτροκινητήρων ισχύος μεγαλύτερας τών 100 KW είναι έλευθέρα.

Άπαγορεύεται ή εισαγωγή ήλεκτροκινητήρων ισχύος ήσσονος τών 100 KW. Εις έξαιρετικάς περιπτώσεις προκειμένου περι κινητήρων ειδικού τύπου, μη παραγομένων έν Έλλάδι, άδεια εισαγωγής θα ήδύνατο να χορηγηθῶσι μόνον κατόπιν προηγούμενης έγκρίσεως του Έπουργείου Βιομηχανίας.»

Εις άπάντησιν, έχω την τιμήν να έπιβεβαιώσω ήμιν την σύμφωνον γνώμην μου επί του περιεχομένου τής έπιστολής σας.

Δεχθήτε παρακαλῶ, κ. Πρόεδρε, την διαβεβαίωσιν τής έξαιρέτου ύπολήψεώς μου.

ISTVAN TIROK

Πρόεδρος τής Ούγγρικης
 Άντιπροσωπείας

Κύριον Γεώργιον Παπαδάκη
 Πρόεδρον Έλληνικής Άντιπροσωπείας
 Βουδαπέστην

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΥΓΓΡΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βουδαπέστη, 5 Δεκεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Άναφερόμενος εις τας συνομιλίαις αίτινες κατέληξαν εις την ύπογραφήν σήμεραν τής Συμφωνίας μακράς διαρκείας άφορώσης τας έμπορικάς ανταλλαγάς μεταξύ τής Έλλάδος και τής Ούγγαρίας, έχω την τιμήν να έπιβεβαιώσω ύμιν ότι έν τῷ πλαισίῳ τής ποσοστῶσεως ύπ' αριθ. 1 του συνημμένου τῆ Συμφωνία μακράς διαρκείας, Πίνακος I, τὸ ύφος τών εισαγωγών τών διαφόρων έμπορευμάτων (περιλαμβανομένων και τών σπόρων τριφυλίου (μηδικής πόας) δύναται ν' αύξηθῆ μέχρι του ποσού τών 800.000 (ὀκτακοσίων χιλιάδων) δολλαρίων.

Δεχθήτε παρακαλῶ, κ. Πρόεδρε, την διαβεβαίωσιν τής έξαιρέτου ύπολήψεώς μου.

ISTVAN TOROK

Πρόεδρος τής Ούγγρικης
 Άντιπροσωπείας

Κύριον Γεώργιον Παπαδάκη
 Πρόεδρον τής Έλληνικής Άντιπροσωπείας
 Βουδαπέστην.

Κύριον ISTVAN TOROK
 Πρόεδρον τής Ούγγρικης Άντιπροσωπείας
 Βουδαπέστην.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΥΓΓΡΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βουδαπέστη, 5 Δεκεμβρίου 1963

Κύριε Πρόεδρε,

Άναφερόμενος εις τας διαπραγματεύσεις αίτινες κατέληξαν σήμεραν εις την ύπογραφήν τής Συμφωνίας μακράς διαρκείας περι έμπορικῶν ανταλλαγῶν μεταξύ Έλλάδος και Ούγγαρίας, έχω την τιμήν να δηλώσω ύμιν ότι κατά την διάρκειαν τών διαπραγματεύσεων αύτῶν συνεφωνήθη ὅπως έν τῷ πλαισίῳ τής ποσοστῶσεως «Διάφορα» περιλαμβανόμενα εις τὸν Πίνακα II, περιληφθῶσι μεταξύ άλλων, χάρτης, ξυριστικά λεπίδες κ.λ.π.

Παρακαλῶ, κ. Πρόεδρε, μοι έπιβεβαιώσητε την συμφωνίαν σας επί τών άνωτέρω.

Δεχθήτε παρακαλῶ, κ. Πρόεδρε, την διαβεβαίωσιν τής έξαιρέτου ύπολήψεώς μου.

ISTVAN TOROK

Πρόεδρος τής Ούγγρικης
 Άντιπροσωπείας

Κύριον Γεώργιον Παπαδάκη
 Πρόεδρον Έλληνικής Άντιπροσωπείας.
 Βουδαπέστην.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Βουδαπέστη, 5 Δεκεμβρίου 1962

Κύριε Πρόεδρε,

Άναφερόμενος εις τὸ ύπ' αριθ. 3 στοιχείον του πίνακος I συνημμένου τῆ ύπογραφείση σήμεραν Συμφωνία μακράς διαρκείας δια τας έμπορικάς ανταλλαγάς μεταξύ Έλλάδος και Ούγγαρίας, έχω την τιμήν να έπιβεβαιώσω έγγράφως την δήλωσιν μου ότι ή Έλληνική Κυβέρνησις θα ήδύνατο να θέση έν ισχύϊ δια μέτρων γενικού χαρακτήρος περιορισμούς ως πρὸς την εισαγωγήν έν Έλλάδι μικρών βοοειδῶν και κρεάτων κατά την περίοδον από 15ης Αύγούστου μέχρι 15ης Δεκεμβρίου 1962.

Εύαρεστηθήτε παρακαλῶ ένημερώσητε την ύμετέραν Κυβέρνησιν επί τών άνωτέρω.

Δεχθήτε παρακαλώ, κ. Πρόεδρε, την διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ
Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἀριθ. πρωτ. Μ. 1769.

(3)

Περὶ κυρώσεως Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3, παραγρ. 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων», ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσαν τὴν 9ην Μαρτίου 1960 Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου — Λουξεμβούργου ἀφ' ἑτέρου, ὡς καὶ τὸ συνημμένον τῇ Συμφωνίᾳ Πρωτόκολλον.

Τὰ κείμενα τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ Πρωτοκόλλου ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Μαρτίου 1963

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ **ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ**
ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

Accord Commercial entre le Royaume de Grèce, d'une Part, et le Royaume des Pays Bas et l'Union Economique Belgo—Luxembourgeoise d'autre part. signé à Athènes le 9 mars 1960.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce, d'une part et

le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume de Belgique, tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,

Ces Gouvernements agissant en commun en vertu du Protocole relatif à la politique commerciale conclu entre eux le 9 décembre 1953, d'autre part,

Animés du désir de favoriser, dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs territoires,

Sont convenus de s dispositions suivantes :

Article 1.

Aux fins du présent Accord, sont considérés comme produits belges, produits Luxembourgeois et produits néerlandais, les produits qui sont originaires de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, du Congo Belge, du Ruanda-Urundi et du Royaume des Pays-Bas. Sont considérés comme produits grecs les produits qui sont originaires du Royaume de Grèce.

Article 2.

Les autorités compétentes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et du Royaume des Pays-Bas appliquent à l'importation des produits grecs dans leurs territoires respectifs, les mesures de libération prises ou à prendre conformément aux décisions de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Les Autorités compétentes du Royaume de Grèce appliquent à l'importation des produits belges, lu-

xembourgeois et néerlandais en Grèce, les mesures de libération qu'elles ont prises ou prendront à l'égard des importations des pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 3.

Dans le cadre de leur politique commerciale, les Parties Contractantes autorisent l'entrée dans leurs territoires respectifs, des produits dont ils n'ont pas libéré l'importation, compte tenu de l'évolution des courants d'échanges.

Article 4.

Les Autorités compétentes des Parties Contractantes délivrent les licences d'importation et d'exportation, et toutes les autres autorisations et documents nécessaires, en vue d'assurer l'exécution du présent Accord.

Article 5.

Si le Gouvernement du Royaume de Grèce, ou les autres Parties Contractantes décidaient de retirer certains articles des listes de produits dont ils ont libéré l'importation, la commission mixte prévue par l'article 7 ci-dessous se réunira pour examiner la situation ainsi créée.

En attendant une solution satisfaisante, le ou les Gouvernements qui auraient procédé au retrait de libérations, examineront avec la plus grande bienveillance, dans le cadre des échanges traditionnels, les demandes de licences d'importation afférentes aux produits visés. De plus, ce ou ces Gouvernements prendront les mesures adéquates en vue d'assurer l'exécution des contrats conclus avant le retrait de ces libérations.

Article 6.

Le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux entre les territoires des Parties Contractantes s'affectue conformément aux dispositions de l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 5 août 1955.

Article 7.

Une Commission mixte, composée de représentants des Gouvernements intéressés, se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes pour examiner les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Accord. Elle est habilitée à présenter aux Parties Contractantes toutes propositions susceptibles de favoriser le développement des échanges commerciaux entre Elles.

Article 8.

L'application du présent Accord au Surinam et aux Antilles néerlandaises est soumise à l'approbation des Gouvernements de ces territoires, laquelle sera considérée comme accordée tacitement sauf notification contraire du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas au Gouvernement du Royaume de Grèce dans les trois mois qui suivent la signature du présent Accord.

Article 9.

Sont abrogés l'Accord commercial conclu par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume de Grèce, ainsi que ses annexes, signé à Bruxelles le 8 novembre 1949, et l'Accord commercial conclu par le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Grèce, ainsi que ses annexes, signé à Athènes le 5 février 1953.

Article 10.

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est valable pour une durée d'un an à partir du premier février 1959.

Il sera considéré comme renouvelé, d'année en année par tacite reconduction, si aucune des Parties Contractantes ne le dénonce trois mois avant l'expiration de la période de validité.

La reconduction du présent Accord en ce qui concerne le Surinam et les Antilles néerlandaises est soumise aux dispositions de l'article 8.

Le présent Accord prendra fin immédiatement et de plein droit, si l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 5 août 1955, prenait fin ou si l'application de ce dernier Accord était suspendue ou prenait fin en ce qui concerne l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, les Pays-Bas ou la Grèce et pour autant qu'un régime de paiement offrant aux Parties Contractantes des possibilités satisfaisantes de règlement ne soit pas instauré.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes, le 9 mars 1960.

En triple original, en langue française.

Pour le Royaume
de Grèce

Pour le Royaume
des Pays Bas

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

PROTOCOLE

Annexé à l'Accord commercial entre le Royaume de Grèce, d'une part, et le Royaume des Pays-Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'autre part, signé le 9 mars 1960.

1. Les Autorités compétentes de l'U.E.B.L. et du Royaume des Pays-Bas autorisent l'importation dans l'U.E.B.L. et dans le Royaume des Pays-Bas des produits grecs suivants, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées pour chacun d'entre eux.

Sel marin : p. m.

Placages : fl. 76.000 ou F.B. 1.000.000

Fruits frais (selon les réglementations nationales en vigueur dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et dans le Royaume des Pays-Bas) : p.m.

Légumes frais, pommes de terre hâtives (selon les réglementations nationales en vigueur dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et dans le Royaume des Pays-Bas) : p.m.

2. Les Autorités compétentes du Royaume de Grèce autorisent l'importation en Grèce des produits cosmétiques belges, Luxembourgeois ou néerlandais au moins à concurrence d'une valeur de fl. 25.000 ou F.B. 330.000.

3. Les Autorités compétentes du Royaume de Grèce s'engagent à délivrer pendant la durée de l'Accord commercial les licences d'exportation ou toutes autres autorisations nécessaires pour l'exportation vers l'U.E.B.L. et vers le Royaume des Pays-Bas des produits suivants, au moins à concurrence des quantités indiquées pour chacun d'entre eux :

Pyrite : 40.000 tonnes

Minerais de zinc : 5.000 tonnes

4. Les machines et les pièces de rechange mentionnées dans la liste du Ministère hellénique de l'Industrie, et dont l'importation est soumise à l'autorisation de celui-ci, bénéficieront d'un traitement non moins favorable que celui appliqué à tout autre pays membre de l'O.E.C.E.

5. Un contingent de fl 57.000 ou F.B. 750.000 sera réservé aux exportateurs belges, luxembourgeois et néerlandais ou à leurs agents qui exposent aux Foires

Internationales helléniques, pour les produits toujours soumis à des restrictions d'importation ou au visa du Ministère hellénique de l'Industrie. Sa répartition entre les divers produits s'effectuera de commun accord avec les Autorités compétentes des pays intéressés.

Un contingent de fl. 57.000 ou F.B. 750.000 sera réservé aux exportateurs grecs ou à leurs agents, qui exposent aux Foires Internationales organisées dans les pays du Benelux, pour les produits toujours soumis à des restrictions d'importation. Sa répartition entre les divers produits s'effectuera de commun accord avec les Autorités compétentes grecques.

6. Le présent protocole fait partie intégrante de l'Accord Commercial.

Fait à Athènes, le 9 mars 1960.

en triple original, en langue française.

Pour le Royaume
de Grèce

Pour le Royaume
des Pays-Bas

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

Ἐμπορικὴ Συμφωνία μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου — Λουξεμβούργου ἀφ' ἑτέρου.

Ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τῇ 9ῃ Μαρτίου 1960.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τόσον ἐκ μέρους αὐτοῦ ὅσον καὶ ἐκ μέρους τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, δυνάμει ἐν ἰσχύϊ συμφωνιῶν.

Τῶν Κυβερνήσεων τούτων ἐνεργούντων ἀπὸ κοινοῦ δυνάμει τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἐμπορικὴν πολιτικὴν πρωτοκόλλου, τοῦ συναφθέντος μεταξύ αὐτῶν τὴν 9ην Δεκεμβρίου 1953, ἀφ' ἑτέρου,

Ἐμπνεόμεναι ἀπὸ τὴν ἐπιθυμίαν νὰ διευκολύνουν ὅσον ἐνεστί τὰς μεταξύ τῶν χωρῶν τῶν ἐμπορικῶν συναλλαγῶν, Συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Ἐπὶ τῶ τέλει τῆς παρούσης Συμφωνίας θεωροῦνται ὡς προϊόντα τοῦ Βελγίου, τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, τὰ προϊόντα καταγωγῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου Λουξεμβούργου, Βελγικοῦ Κογκό, Ρουάντα—Οὐρόντι καὶ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, Θεωροῦνται ὡς ἑλληνικὰ προϊόντα τὰ προϊόντα καταγωγῆς Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 2.

Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν ἐφαρμόζουσι κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ἑλληνικῶν προϊόντων εἰς τὰ οἰκεία αὐτῶν ἐδάφη, τὰ εἰλημμένα ἢ ληπτέα μέτρα ἀπελευθερώσεως συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὄργανισμοῦ Οἰκονομικῆς Ἀναπτύξεως.

Αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐφαρμόζουσι κατὰ τὴν ἐν Ἑλλάδι εἰσαγωγὴν τῶν προϊόντων Βελγίου, Λουξεμβούργου καὶ Κάτω Χωρῶν, τὰ μέτρα ἀπελευθερώσεως τὰ ὅποια ἔλαβον ἢ προτίθενται νὰ λάβουν ἐν σχέσει πρὸς τὰς εἰσαγωγὰς ἐκ τῶν χωρῶν μελῶν τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὄργανισμοῦ Οἰκονομικῆς Ἀναπτύξεως.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τὰ πλαίσια τῆς ἐμπορικῆς πολιτικῆς, τὰ συμβαλλόμενα μέρη χορηγοῦν ἀδείας εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς διὰ τὰ προϊόντα τῶν ὁποίων δὲν εἶναι ἐλευθέρη ἡ εἰσαγωγὴ εἰς τὰ οἰκεία τῶν ἐδάφη, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἐξελίξεως τῶν τρεχουσῶν συναλλαγῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐκδίδουσι τὰς ἀδείας εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς, ὡς καὶ πᾶσαν

ἄλλην ἀναγκαίαν ἐγκρίσιν ἢ πιστοποιητικὸν ἐπὶ τῷ σποπῶ
νὰ ἐξασφαλισθῆ ἢ ἐκτέλεσις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἢ τὰ
ἄλλα Συμβαλλόμενα Μέρη ἀπεφάσιζον νὰ ἀπαλείψουν ὀρι-
σμένα εἶδη ἀπὸ τοὺς πίνακας τῶν προϊόντων ὧν ἡ εἰσκαγωγή
εἶναι ἐλευθέρη, ἢ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἢ προβλεπυμένη ὑπὸ
τοῦ ἄρθρου 7, τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ συνέλθῃ διὰ
νὰ ἐξετάσῃ τὴν δημιουργηθεῖσαν κατάστασιν.

Ἐν ἀναμονῇ ἱκανοποιητικῆς λύσεως, ἢ ἢ αἱ Κυβερνή-
σεις αἱ ὁποῖαι θὰ εἶχον προβῆ εἰς τὴν ἄρσιν τῶν ἀπελευθε-
ρώσεων, θὰ ἐξετάσουν μετὰ τῆς μεγαλυτέρας εὐμενείας
εἰς τὰ πλαίσια τῶν ἐκ παραδόσεως καθιερωμένων συναλ-
λαγῶν, τὰς αἰτήσεις ἀδείας εἰσαγωγῶν, αἱ ὁποῖαι ἀναφέ-
ρονται εἰς τὰ περὶ ὧν ὁ λόγος προϊόντα.

Ἐπὶ πλέον ἢ ἢ αἱ ὡς ἄνω Κυβερνήσεις θὰ λάβουν τὰ
προσέχοντα μέτρα ἵνα ἐξασφαλισθῆ ἢ ἐκτέλεσις τῶν πρὸ
τῆς ἄρσεως τῶν ἀπελευθερώσεων συναφθέντων συμβολαίων.

Ἄρθρον 6.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν πληρωμῶν, τῶν ἀναφερομένων
εἰς τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμ-
βαλλομένων Μερῶν, πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς
τὰς διατάξεις τῆς Εὐρωπαϊκῆς Νομισματικῆς Συμφωνίας
ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 5ην Αὐγούστου 1955.

Ἄρθρον 7.

Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐξ ἐκπροσώπων
τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων, συνέρχεται τῇ αἰτήσῃ
ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ νὰ ἐξετάσῃ τὰς ἐκ
τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας δυναμμένας νὰ
ἀνακύψουν δυσχερείας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη εἶναι ἀρμοδία νὰ εἰσηγήται εἰς τὰ
Συμβαλλόμενα Μέρη πᾶσαν πρότασιν δυναμένην νὰ εὐνοήσῃ
τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξὺ Αὐτῶν ἐμπορικῶν συναλλαγῶν.

Ἄρθρον 8.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς πρὸς τὸ
ΣΟΥΡΙΝΑΜ καὶ τὰς Ὀλλανδικὰς Ἀντίλλας ὑπόκειται
εἰς τὴν συγκατάθεσιν τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐδαφῶν τού-
των. Ἡ συγκατάθεσις αὕτη θὰ θεωρηθῆ ὡς παρασχεθεῖσα
σιωπηρῶς ἐφ' ὅσον ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς
τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ Κυβέρνησις τῶν Κάτω Χωρῶν
δὲν προβῆ πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλ-
λάδος εἰς ἀνακοίνωσιν περὶ τοῦ ἀντιθέτου.

Ἄρθρον 9.

Καταργοῦνται ἢ μεταξὺ Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελ-
γίου—Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
συναφθεῖσα καὶ ἢ ὑπογραφείσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8ην Νοεμ-
βρίου 1949 ἐμπορικὴ Συμφωνία μετὰ τῶν προσηρτημένων
αὐτῆς, ὡς καὶ ἢ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν
καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος συναφθεῖσα καὶ ὑπογρα-
φείσα ἐν Ἀθήναις τὴν 5ην Φεβρουαρίου 1953 ἐμπορικὴ
συμφωνία μετὰ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας
τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς.

Θὰ εἶναι ἰσχυρὰ διὰ ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς 1ης Φεβρουαρίου
1959.

Θὰ θεωρεῖται ὡς ἀνανεουμένη σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους
εἰς ἔτος ἐφ' ὅσον οὐδὲν τῶν συμβαλλομένων μερῶν προβῆ
εἰς τὴν καταγγελίαν τῆς Συμφωνίας τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς
λήξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

Ἡ ἀνανέωσις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὅσον ἀφορᾷ
τὸ Σουρινάμ καὶ τὰς Ὀλλανδικὰς Ἀντίλλας ὑπόκειται εἰς
τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ λήξῃ νομίμως (DE PLEIN
DROIT) ἄμα τῇ λήξει τῆς Εὐρωπαϊκῆς Νομισματικῆς
Συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 5ην Αὐ-
γούστου 1955 ἢ ἐφ' ὅσον θὰ ἐλθῆ ἢ ἀνεστῆλλετο ἢ ἐφαρ-

μογῇ αὐτῆς ὡς πρὸς τὴν Οἰκονομικὴν Ἐνωσιν Βελγίου—
Λουξεμβούργου τὰς Κάτω Χώρας ἢ τὴν Ἑλλάδα καὶ ἐφ'
ὅσον δὲν θὰ καθιερωτο ἐν καθεστῶς πληρωμῶν παρέχον
εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἱκανοποιητικὰς δυνατότητας
διακανονισμοῦ.

Ἐφ' ὧ, οἱ ὑποφαινόμενοι ἀντιπρόσωποι, δεόντως ἐφω-
δισμένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τῇ 9ῃ Μαρτίου 1960 εἰς τρία
πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Βασίλειον
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὸ Βασίλειον
τῶν Κάτω Χωρῶν

Διὰ τὴν Οἰκονομικὴν
Ἐνωσιν Βελγίου — Λουξεμβούργου

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον τῇ Ἐμπορικῇ Συμφωνίᾳ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου
τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἐνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω
Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λου-
ξεμβούργου, ὑπογραφεῖσθαι τὴν 9ην Μαρτίου 1960.

1. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βουλ-
γαρίας — Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω
Χωρῶν ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὴν Ε.Ο.Β.Α. καὶ τὰς
Κάτω Χώρας τῶν κάτωδι ἐλληνικῶν προϊόντων, τοῦλάχισ-
τον διὰ τὴν ποσότητα ἢ τὴν ἀξίαν τὴν ἀναγραφομένην δι'
ἐν ἕκαστον:

Ἄλς Ἀλυκῶν: ἐνδεικτ.

Καπλαμαῖς (PLACAGES): Φλ. 76.000 ἢ Βουλγ. Φρ.
1.000.000.

Νωπὸι καρποὶ (συνιστᾷ τοὺς ἰσχύοντας ἐθνικοὺς κανονι-
σμοὺς ἐν τῇ Θ.Ε.Β.Π. καὶ τῷ Βασιλείῳ τῶν Κάτω Χω-
ρῶν: ἐνδεικτικῶς.

Νωπὰ λαχανικά, πρώιμα γεώμηλα (συνιστᾷ τοὺς ἰσχύον-
τας ἐθνικοὺς κανονισμοὺς ἐν τῇ Θ.Ε.Β.Π. καὶ τῷ Βασιλείῳ
τῶν Κάτω Χωρῶν): ἐνδεικτικῶς.

2. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐπι-
τρέπουν ἐν Ἑλλάδι εἰσαγωγὴν βελγικῶν, ὀλλανδικῶν ἢ λου-
ξεμβουργικῶν καλλυντικῶν τοῦλάχιστον δι' ἀξίαν Φλ.
25.000 ἢ βελγ. φρ. 330.000.

3. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀναλαμ-
βάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ χορηγήσουν κατὰ τὸν χρόνον ἰσχύος
τῆς ἐμπορικῆς συμφωνίας ἀδείας ἐξαγωγῆς ἢ πᾶσαν ἄλλην
ἀναγκαίαν ἀδειαν διὰ τὴν ἐξαγωγὴν εἰς τὴν U.E.B.L. καὶ
τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν τῶν κάτωδι προϊόντων, τοῦ-
λάχιστον διὰ τὴν δι' ἕκαστον ἀναγραφομένην ποσότητα:

Πυρίτην 40.000 τόνοι.

Μετᾷλλευμα ψευδαργύρου 5.000 τόνοι.

4. Τὰ μηχανήματα καὶ ἀνταλλακτικὰ ἄτινα ἀναγράφονται
εἰς τὸν πίνακα τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας καὶ
ὧν ἡ εἰσαγωγὴ ἀπαιτεῖ προηγουμένη ἐγκρίσιν αὐτοῦ, θὰ ἀπο-
λάβουν τοῦλάχιστον ἴσης μεταχειρίσεως πρὸς τὰ τῶν ἄλλων
χωρῶν-μελῶν τοῦ Ε.Ο.Σ.

5. Ποσότησις 57.000 Φλωρινίων ἢ 750.000 Β. Φρ. θὰ
προωρίζονται διὰ τοὺς βέλγους, ὀλλανδοὺς καὶ λουξεμβουρ-
γίου ἐξαγωγεῖς καὶ τοὺς πράκτορας αὐτῶν, οἵτινες συμμετέ-
χουν εἰς τὰς ἐλληνικὰς διεθνεῖς ἐκθέσεις, διὰ τὰ πάντοτε
ὑποκείμενα εἰ περιορισμοὺς εἰσαγωγῆς ἢ τὴν προηγουμένην
ἐγκρίσιν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας προϊόντα.

Ἡ κατανομὴ τῆς ποσοτώσεως μεταξὺ τῶν διαφόρων προ-
ϊόντων θὰ πραγματοποιηθῆ διὰ Κοινῆς Συμφωνίας τῶν ἀρ-
μοδίων ἀρχῶν τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

Ποσότησις 57.000 Φλ. ἢ 750.000 Β. Φρ. θὰ προορί-
ζονται διὰ τοὺς Ἕλληνας ἐξαγωγεῖς καὶ πράκτορας αὐτῶν,
οἵτινες συμμετέχουν εἰς ἐκθέσεις ὁργανομένης εἰς τὰς χώ-
ρας τοῦ BENELUX, διὰ τὰ πάντοτε ὑποκείμενα εἰς περιο-
ρισμοὺς εἰσαγωγῆς προϊόντα. Ἡ κατανομὴ τῆς ποσοτώσεως
μεταξὺ τῶν διαφόρων προϊόντων θὰ πραγματοποιηθῆ διὰ κοι-
νῆς συμφωνίας με ἀρμοδίας ἐλληνικὰς ἀρχάς.

6. Το παρόν Πρωτόκολλον αποτελεί αναπόσπαστον τμήμα της Έμπορικῆς Συμφωνίας. . .

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην Μαρτίου 1960, εἰς τρία πρωτότυπα, γαλλιστί.

Διὰ τὸ Βασίλειον
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Οἰκονομικὴν Ἐνωσιν Λουξεμβούργου — Βελγίου.

Διὰ τὸ Βασίλειον
τῶν Κάτω Χωρῶν

(4)

Περὶ κυρώσεως ἀνταλλαγισῶν ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Πρεσβευτοῦ καὶ τοῦ Ἰσπανικοῦ Ὑπουργοῦ Ἐξωτερικῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀπὸ 15.5.1954 Ὑπουργικὴν Συμφωνίαν.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφον 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων», ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὰς ἐν Μαδρίτῃ ἀνταλλαγείσας ἐπιστολάς ἀπὸ 11 Φεβρουαρίου 1963 μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Πρεσβευτοῦ καὶ τοῦ Ἰσπανικοῦ Ὑπουργοῦ Ἐξωτερικῶν, δι' ὧν ἀντικαθίσταται τὸ συνημμένον εἰς τὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 15 Μαΐου 1954 μεταξὺ Ἑλλάδος — Ἰσπανίας Πρὸσθετον Πρωτόκολλον.

Τὰ καίμενα τῶν ἀνταλλαγισῶν ἐπιστολῶν ἔπονται, ἐν πρωτοτύπῳ, εἰς τὴν Ἰσπανικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Γαλλικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Μαρτίου 1963

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΞΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

Madrid, 11 de febrero de 1963

Excmo. Señor :Ministro :

Como resultado de las conversaciones celebradas entre esta Embajada Real y el Ministerio de Asuntos Exteriores, tengo la honra de comunicar a Vuestra Excelencia la conformidad de mi Gobierno para que con referencia al Acuerdo Comercial firmado por ambos países en 15 de mayo de 1954 y en sustitucion al Protocolo anexo a dicho Acuerdo, se establezca entre el Gobierno griego y el Gobierno español, lo siguiente :

«Los productos agricolas o manufacturados enumerados en la Lista «G» originarios de Grecia, se beneficiaran a su entrada en Espana (Pensinula, Islas Baleares y Canarias y Plazas y Provincias Africanas), durante el periodo de validez del Acuerdo Commercial más arriba mencionado, de la unica columna de derechos de normal aplicacion del Arancel Aduanero Espanol. .

«Los productos naturales o manufacturados enumerados en la Lista «E» originarios de Espana (Peninsula, Islas Baleares y Canarias y Plazas y Provincias Africanas), se beneficiarán a su entrada en Grecia, durante el periodo de validez del Acuerdo Commercial anteriormente mencionado, de los derechos convencionales o minimos establecidos en las Tarifas de Aduanas griegas.

»Los beneficios previstos en los dos parrafos precedentes, se aplicaran asimismo a toda mercancia

importada al amparo del Acuerdo por una y otra Parte.

»Las obligaciones anteriormente mencionadas no se aplicaran :

»a) A los beneficios, ventajas, concesiones o iá-munidades que una de las Partes contractantes haya otorgado u otorgue a los países limitrofes para facilitar et trafico fronterizo.

»b) A los beneficios, ventajas, concesiones o inmunidades derivados de una Union Aduanera, de una Zona de Libre Cambio, de una adhesion o de una Asociacion a una Comunidad Economica o una Union Economica, concluida o a concluir por una de las Partes contratantes.

»c) A los beneficios, ventajas, concesiones o inmunidades que Espana hayaya concedido o conceda a Portugal o a los Países Hispanoamericanos.

»Esta Nota y la que Vuestra Excelencia tenga a bien enviarme con la conformidad de su Gobierno, constituiran el Acuerdo de nuestros dos Gobiernos sobre lo que precede, quedando entendido que el trato arancelario que se concierta en los parrafos precedentes concierne a las mercancías importadas por cada uno de los dos países al amparo del Acuerdo Comercial de 15 de mayo de 1954 y es ajeno a las negociaciones que dentro del cuadro del GATT esta llevando a cabo Espana para su ingreso en dicho Organismo.

»Por lo tanto, dicho trato arancelario cesara de estar en vigor en el momento en que Espana ingrese en el GATT y sera sustituido por el que en dicho Organismo se haya convenido.

Rogando a Vuestra Excelencia tenga a bien informarme sobre la apro bacion de dicha Nota por el Gobierno español, le ruego acepte el testimonio de mi alta consideracion.

Sp. Capetanidis

Excelentísimo Señor

Don Fernando Maria Castiella y Maik

Ministro de Asuntos Exteriores

etc. etc. etc.

Madrid

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES

R. Ec.

Num. 8.

Madrid, 11 de febrero de 1963.

Señor Embajador :

Tengo la honra de acusar recibo a Vuestra Excelencia de su Nota de fecha de hoy que traducida dice lo siguiente :

«Commo resultato de las conversaciones celebradas entre esta Embajada Real y el Ministerio de Asuntos Exteriores, tengo la honra de comunicar a Vuestra Excelencia la conformidad de mi Gobierno para que con referencia al Acuerdo Commercial firmado por ambos países en 15 de mayo de 1954 y en sustitucion al Protocolo anexo a dicho Acuerdo, se establezca entre el Gobierno griego y el Gobierno español lo siguiente :

»Los productos agricolas o manufacturados enumerados en la Lista «G» originarios de Grecia, se beneficiaran a su entrada en Espana (Peninsula, Islas Baleares y Canarias y Plazas y Provincias Africanas), durante el periodo do validez del Acuerdo Commercial mas arriba mencionado, de la unica columna de derechos de normal aplicacion del Arancel Aduanero espanol.

»Los productos naturales o manufacturados enumerados en la Lista «E» originarios de España (Península, Islas Baleares y Canarias y Plazas y Provincias Africanas), se beneficiarán a su entrada en Grecia, durante el periodo de validez del Acuerdo Comercial anteriormente mencionado, de los derechos convencionales o mínimos establecidos en las Tarifas de Aduanas griegas.

»Los beneficios previstos en los dos párrafos precedentes, se aplicarán asimismo a toda mercancía importada al amparo del Acuerdo por una y otra Parte.

»Las obligaciones anteriormente mencionadas no se aplicarán :

»a) A los beneficios, ventajas, concesiones o inmunidades que una de las Partes contratantes haya otorgue a los países limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo.

»b) A los beneficios, ventajas, concesiones o inmunidades derivados de una Unión aduanera, de una Zona de Libre Cambio, de una adhesión o de una Asociación a una Comunidad Económica o una Unión Económica, concluida o a concluir por una de las Partes contratantes.

»c) A los beneficios, ventajas, concesiones o inmunidades que España haya ya concedido o conceda a Portugal o a los Países Hispanoamericanos.

»Esta Nota y la que Vuestra Excelencia tenga a bien enviarme con la conformidad de su Gobierno, constituirán el Acuerdo de nuestros dos Gobiernos sobre lo que precede, queriendo entender que el trato arancelario que se concierta en los párrafos precedentes concierne a las mercancías importadas por cada uno de los dos países al amparo del Acuerdo Comercial de 15 de mayo de 1954, y es ajeno a las negociaciones que dentro del cuadro del GATT esta llevando a cabo España para su ingreso en dicho Organismo.

»Por lo tanto, dicho trato arancelario cesará de estar en vigor en el momento en que España ingrese en el GATT y será sustituido por el que en dicho Organismo se haya convenido».

«Rogando a Vuestra Excelencia tenga a bien informarme sobre la aprobación de dicha Nota por el Gobierno español, le ruego acepte el testimonio de mi alta consideración».

Tengo la honra de confirmar a Vuestra Excelencia el acuerdo de mi Gobierno con el contenido de la Nota transcrita.

Aprovecho la oportunidad para reiterarle, señor Embajador, las seguridades de mi alta consideración.

Fernando Maria Castiella

Excelentísimo señor Spyros Capetanides,
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Grecia
Madrid.

TRADUCTION

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

R. Ec.

No 8.

Madrid, le 11 février 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre Note en date d'aujourd'hui qui dit le suivant :

«Comme résultat des conversations qui ont eu lieu entre cette Ambassade Royale et le Ministère des Affaires Étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement pour que sur la base de l'Accord Com-

mercial signé entre les deux Pays en date du 15 mai 1954 et en substitution du Protocole annexe audit Accord, soit établi entre le Gouvernement Royal Hellenique et le Gouvernement Espagnol ce qui suit :

«Les produits naturels ou manufacturés énumérés dans la liste «G» originaires de Grèce, bénéficieront à leur entrée en Espagne (Presquile, Îles Baléares, Canaries et Places et Provinces Africaines) pendant la période de la validité de l'Accord Commercial susmentionné, de la seule colonne des droits de douane de normale application dans le Tarif Douanier Espagnol.

«Les produits naturels ou manufacturés énumérés dans la liste «E» originaires d'Espagne (Presquile, Îles Baléares et Canaries et Places et Provinces Africaines), bénéficieront à leur entrée en Grèce, pendant la période de la validité de l'Accord Commercial susmentionné des droits conventionnels au minimum établis dans les Tarifs Douaniers de Grèce.

«Les bénéfices prévus dans les deux paragraphes précédents, s'appliqueront aussi à toute marchandise importée en vertu de l'Accord par l'une et l'autre Partie.

«Les obligations susmentionnées ne s'appliqueront pas :

»a) Aux bénéfices, avantages, concessions ou immunités que l'une des Parties Contractantes a donné ou donne aux Pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier.

»b) Aux bénéfices, avantages, concessions ou immunités provenant d'une Union Douanière, d'une Zone de Libre Échanges, d'une Adhésion ou d'une Association à une Communauté Économique ou à une Union Économique conclues ou à conclure par l'une des Parties contractantes.

»c) Aux bénéfices, avantages, concessions ou immunités que l'Espagne ait déjà accordé ou accorde au Portugal ou aux Pays Hispano-Américains.

«Cette Note et celle que Votre Excellence voudra bien m'envoyer avec l'accord de Votre Gouvernement, feront l'objet de l'Accord de nos deux Gouvernements sur ce qui précède. Il est entendu que le régime douanier prévu aux paragraphes précédents concerne les marchandises importées par chacun des deux Pays sur la base de l'Accord Commercial du 15 mai 1954 et il est étranger aux négociations menées par l'Espagne dans le cadre du GATT pour son entrée audit Organisme.

«Par conséquent, le dit régime douanier cessera d'être en vigueur au moment où l'Espagne entre au GATT et sera remplacé par le régime qui serait convenu dans le cadre dudit Organisme».

En priant Votre Excellence de vouloir bien m'informer sur l'accord de Votre Gouvernement veuillez agréer, l'expression de ma plus haute considération.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur le contenu de la Note susmentionnée.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour Vous réitérer les assurances de ma haute considération.

FRNANDO MARIA CASTIELLA

Son Excellence
Monsieur Spyros Capetanidis
Ambassadeur Extraordinaire
et plénipotentiaire de Grèce

Β. ΠΡΕΣΒΕΙΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΕΝ ΙΣΠΑΝΙΑ

Μαδρίτη τῆ 11 Φεβρουαρίου 1963

Κύριε Ὑπουργέ,

«Ὡς ἀποτέλεσμα τῶν συνομιλιῶν αἰτνες ἔλαβον χῶ-
ραν μεταξύ τῆς Β. ταύτης Πρεσβείας καὶ τοῦ Ὑπουργείου
τῶν Ἐξωτερικῶν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τῆ Ὑμετέρα
Ἐξοχότητι ὅτι ἡ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ὅπως, ἐπὶ
τῆ βάσει τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, τῆς υπογραφείσης
μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν τὴν 15 Μαΐου 1954 καὶ εἰς ἀντι-
κατάστασιν τοῦ συνημμένου τῆ εἰρημένη Συμφωνία Πρω-
τοκόλλου, συμφωνηθῶσι μεταξύ τῆς Β. Ἑλληνικῆς Κυβερ-
νήσεως καὶ τῆς Ἰσπανικῆς Κυβερνήσεως τὰ κάτωθι :

«Τὰ φυσικὰ ἢ βιομηχανικὰ προϊόντα, τὰ ἀπαραριθμού-
μενα εἰς τὸν πίνακα «C» προελεύσεως Ἑλλάδος, θὰ ὑπο-
βάλλονται εἰσαγόμενα ἐν Ἰσπανίᾳ (Τμῆμα Ἰβηρικῆς Χερ-
σονήσου, Βαlearίδας καὶ Καναρίους νήσους, ἐδάφη καὶ
ἐπαρχίας Ἀφρικῆς), κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς
προαναφερθείσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, εἰς τοὺς τελω-
νειακοὺς δασμούς, τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ Ἰσπανι-
κοῦ Δασμολογίου ἐν τῆ μοναδικῇ αὐτοῦ στήλῃ Τελωνεια-
κῶν δασμῶν κανονικῆς ἐφαρμογῆς.

Τὰ φυσικὰ ἢ βιομηχανικὰ προϊόντα, τὰ ἀπαραριθμού-
μενα εἰς τὸν πίνακα «E» προελεύσεως Ἰσπανίας (Τμῆμα Ἰβηρικῆς
Χερσονήσου, Βαlearίδας καὶ Καναρίους νήσους, ἐδάφη καὶ
ἐπαρχίας Ἀφρικῆς), θὰ ὑποβάλλονται εἰσαγόμενα ἐν
Ἑλλάδι, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς προαναφερ-
θείσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, εἰς τοὺς συμβατικοὺς ἢ
ἐλαχίστους δασμούς, τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν ἑλλη-
νικῶν τελωνειακῶν δασμολογιῶν.

Τὰ εὐεργετήματα, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰς δύο προη-
γουμένας παραγράφους, θὰ ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐπὶ παντός
εἰσαγομένου ἑκατέρωθεν, ἐπὶ τῆ βάσει τῆς Συμφωνίας,
ἐμπορεύματος.

Αἱ προαναφερθεῖσαι ὑποχρεώσεις δὲν θὰ ἐφαρμόζονται :

α) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν, τὰς ὁποίας τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν παρεχώρησεν ἢ παραχωρεῖ εἰς τὰς ὁμόρους Χώρας
πρὸς διευκόλυνσιν τῆς συνοριακῆς ἐπικοινωνίας.

β) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν, τῶν προερχομένων ἐκ Τελωνειακῆς τινὸς
Ἐνώσεως, Ζώνης Ἐλευθέρου Συναλλάγματος, Προσχωρή-
σεως, ἢ Συνδέσεως μετ' Οἰκονομικῆς τινὸς Κοινότητος ἢ
μετ' οἰκονομικῆς τινὸς Ἐνώσεως, τὰς ὁποίας συνῆψεν, ἢ
θέλει συνάψει τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

γ) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν τὰς ὁποίας ἡ Ἰσπανία παρεχώρησεν ἤδη,
ἢ παραχωρεῖ εἰς τὴν Πορτογαλίαν ἢ τὰς Ἰσπανοαμερικα-
νικὰς χώρας.

Ἡ διακοίνωσις αὕτη, ὡς καὶ ἐκείνη τὴν ὁποίαν ἡ Ὑμε-
τέρα Ἐξοχότης θὰ εὐηρεστῆτο νὰ μοὶ ἀποστείλῃ ἵνα μοὶ
γνωρίσῃ τὸ σύμφωνον τῆς Κυβερνήσεώς της, θὰ ἀποτελέ-
σωσι τὴν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συμφωνιῶν τῶν δύο Κυβερνή-
σεων. Ἐννοεῖται ὅτι τὸ εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους
προβλεπόμενον τελωνειακὸν καθεστῶς ἀφορᾷ τὰ εἰσαγό-
μενα ὑπὸ ἐκάστης τῶν δύο χωρῶν ἐμπορεύματα ἐπὶ τῆ
βάσει τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 15 Μαΐου 1954 καὶ
εἶναι ἄσχετον πρὸς τὰς διαπραγματεύσεις, ἃς διεξάγει ἡ
Ἰσπανία ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς GATT διὰ τὴν εἴσοδόν της
εἰς τὸν ἐν λόγῳ ὀργανισμόν.

Κατ' ἀκολουθίαν τὸ εἰρημένον τελωνειακὸν καθεστῶς
θὰ παύσῃ ἰσχύον ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ Ἰσπανία εἰσέλθῃ εἰς
τὴν GATT καὶ θὰ ἀντικατασταθῇ ὑπὸ τοῦ καθεστώτος,
τοῦ συμπεφωνηθησομένου ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ἐν λόγῳ
ὀργανισμοῦ.

Παράλλω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅπως εὐαρε-
στηθῆτε, νὰ μοὶ γνωρίσῃτε τὸ σύμφωνον τῆς Κυβερνήσεώς
σας, δέξασθε τὴν ἐκφρασίαν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ΣΗΓΥΡΟΣ ΚΑΠΕΤΑΝΙΔΗΣ

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα κ. FERNANDO MARIA
CASTIELLA Y MAIZ
Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν
ΜΑΔΡΙΤΗ

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ἄριθ. 8.

Μαδρίτη τῆ 11 Φεβρουαρίου 1963

Κύριε Πρέσβυ,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ὑμετέρας δια-
κοινώσεως ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ἐχούσης ὡς κά-
τωθι :

«Ὡς ἀποτέλεσμα τῶν συνομιλιῶν αἰτνες ἔλαβον χῶ-
ραν μεταξύ τῆς Β. ταύτης Πρεσβείας καὶ τοῦ Ὑπουργείου
τῶν Ἐξωτερικῶν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τῆ Ὑμετέρα
Ἐξοχότητι ὅτι ἡ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ὅπως, ἐπὶ
τῆ βάσει τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, τῆς υπογραφείσης
μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν τὴν 15 Μαΐου 1954 καὶ εἰς ἀντι-
κατάστασιν τοῦ συνημμένου τῆ εἰρημένη Συμφωνία Πρωτο-
κόλλου, συμφωνηθῶσι μεταξύ τῆς Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνή-
σεως καὶ τῆς Ἰσπανικῆς Κυβερνήσεως τὰ κάτωθι :

«Τὰ φυσικὰ ἢ βιομηχανικὰ προϊόντα, τὰ ἀπαραριθμού-
μενα εἰς τὸν πίνακα «C» προελεύσεως Ἑλλάδος, θὰ ὑπο-
βάλλονται εἰσαγόμενα ἐν Ἰσπανίᾳ (Τμῆμα Ἰβηρικῆς Χερ-
σονήσου, Βαlearίδας καὶ Καναρίους νήσους, ἐδάφη καὶ
ἐπαρχίας Ἀφρικῆς), κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς
προαναφερθείσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας εἰς τοὺς τελωνεια-
κοὺς δασμούς, τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ Ἰσπανικοῦ
Δασμολογίου ἐν τῆ μοναδικῇ αὐτοῦ στήλῃ Τελωνειακῶν
δασμῶν κανονικῆς ἐφαρμογῆς.

Τὰ φυσικὰ ἢ βιομηχανικὰ προϊόντα, τὰ ἀπαραριθμού-
μενα εἰς τὸν πίνακα «E» προελεύσεως Ἰσπανίας (Τμῆμα
Ἰβηρικῆς Χερσονήσου, Βαlearίδας, καὶ Καναρίους νή-
σους, ἐδάφη καὶ ἐπαρχίας Ἀφρικῆς), θὰ ὑποβάλλονται εἰσα-
γόμενα ἐν Ἑλλάδι, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς προ-
αναφερθείσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, εἰς τοὺς συμβατι-
κοὺς ἢ ἐλαχίστους δασμούς, τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν
ἑλληνικῶν τελωνειακῶν δασμολογιῶν.

Τὰ εὐεργετήματα, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰς δύο προη-
γουμένας παραγράφους θὰ ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐπὶ παντός
εἰσαγομένου ἑκατέρωθεν ἐπὶ τῆ βάσει τῆς Συμφωνίας,
ἐμπορεύματος.

Αἱ προαναφερθεῖσαι ὑποχρεώσεις δὲν θὰ ἐφαρμόζονται :

α) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν, τὰς ὁποίας τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν παρεχώρησεν ἢ παραχωρεῖ εἰς τὰς ὁμόρους Χώρας
πρὸς διευκόλυνσιν τῆς συνοριακῆς ἐπικοινωνίας.

β) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν, τῶν προερχομένων ἐκ Τελωνειακῆς τινὸς
Ἐνώσεως, Ζώνης Ἐλευθέρου Συναλλάγματος, Προσχωρή-
σεως ἢ Συνδέσεως μετ' Οἰκονομικῆς τινὸς Κοινότητος ἢ
μετ' οἰκονομικῆς τινὸς Ἐνώσεως, τὰς ὁποίας συνῆψεν, ἢ
θέλει συνάψει τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

γ) Ἐπὶ τῶν εὐεργετημάτων, προνομίων, παραχωρή-
σεων ἢ ἀτελειῶν τὰς ὁποίας ἡ Ἰσπανία παρεχώρησεν ἤδη,
ἢ παραχωρεῖ εἰς τὴν Πορτογαλίαν ἢ τὰς Ἰσπανοαμερικα-
νικὰς χώρας.

Ἡ διακοίνωσις αὕτη, ὡς καὶ ἐκείνη τὴν ὁποίαν ἡ Ὑμε-
τέρα Ἐξοχότης θὰ εὐηρεστῆτο νὰ μοὶ ἀποστείλῃ ἵνα μοὶ
γνωρίσῃ τὸ σύμφωνον τῆς Κυβερνήσεως της, θὰ ἀποτε-
λέσωσι τὴν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συμφωνιῶν τῶν δύο Κυβερ-
νήσεων. Ἐννοεῖται ὅτι τὸ εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους
προβλεπόμενον τελωνειακὸν καθεστῶς ἀφορᾷ τὰ εἰσαγό-
μενα ὑπὸ ἐκάστης τῶν δύο χωρῶν ἐμπορεύματα ἐπὶ τῆ βάσει
τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 15 Μαΐου 1954 καὶ εἶναι

ἀσχετον προς τας διαπραγματεύσεις, ως διεξάγει η Ίσπανία εν τῷ πλαισίῳ τῆς GATT διὰ τὴν εἰσοδὸν τῆς εἰς τὸν ἐν λόγω Ὄργανισμὸν.

Κατ' ἀκολουθίαν, τὸ εἰρημένον τελωνειακὸν καθεστῶς θὰ παύσῃ ἰσχύον ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ Ίσπανία εἰσέλθῃ εἰς τὴν GATT καὶ θὰ ἀντικατασταθῇ ὑπὸ τοῦ καθεστῶτος, τοῦ συμπεφωνηθησομένου ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ἐν λόγω ὄργανισμοῦ.

Ἐγὼ τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω τῇ Ὑμετέρα Ἐξοχότητι τὸ σύμφωνον τῆς Κυβερνήσεώς μου ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς ὡς ἄνω μνημονευθείσης διακοινώσεως.

Δράττομαι τῆς εὐκριαίας ταύτης, Κύριε Πρόεδρε, ἵνα ἐπαναλάβω ὑμῖν τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

FERNANDO MARIA CASTIELLA

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα κ. ΣΠΥΡΟΝ ΚΑΠΕΤΑΝΙΔΗΝ
Πρόεδρον τῆς Ἑλλάδος.
ΜΑΔΡΙΤΗ

(5)

Ἀριθ. πρωτ. Μ. 1895.

Περὶ κυρώσεως ἀνταλλαγείσων ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκουμένης Ἑνώσεως Βελγίου — Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 9ης Μαρτίου 1960.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφον 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων», ἀπορσιζομεν:

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 30 Ὀκτωβρίου 1961, 6 Νοεμβρίου 1962 καὶ 28 Νοεμβρίου 1962, ἐπελθούσαν Συμφωνίαν περὶ προσθήκης εἰς τὴν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἑνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑτέρου Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 9 Μαρτίου 1960 ρήτρας περὶ διατηρήσεως ἐν ἰσχύϊ ἐκ τῶν διατάξεων αὐτῆς ἐκείνων αἵτινες δὲν θὰ ἐτύχωνον ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν συμφωνίαν τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγείσων ἐπιστολῶν ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Μαρτίου 1963

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

Ambassade de Belgique
No 2319

NOTE VERBALE

L' Ambassade de Belgique présente ses compliments au Ministère Royal des Affaires Etrangères et agissant tant au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique qu'au nom du Gouvernement du Duché de Luxembourg, et en accord avec le Gouvernement Royaume des Pays-Bas, a l'honneur de lui proposer d'insérer la clause suivante, dans l' Accord Commercial du 9 mars 1960, conclu entre l' Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et les Pays-Bas d' une part et le Royaume de Grèce d' autre part :

«Au cas où pendant la période de validité du présent accord commercial, l' accord du 9 juillet 1961 créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce serait mis en vigueur, les dispositions du présent accord commercial demeureraient

valables dans la mesure où elles ne seraient pas incompatibles avec l' accord d' association. En conséquence, les Parties Contractantes se consulteront éventuellement pour déterminer dans quelle mesure le présent accord devra être modifié pour qu' il soit tenu compte de la mise en vigueur des dispositions de l' accord du 9 juillet 1961, créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce»

Si le Gouvernement du Royaume de Grèce est disposé à accepter ce qui précède, l' Ambassade de Belgique se permet de suggérer que la présente note et la réponse affirmative du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Grèce, soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements.

Considérant le fait que les Pays-Bas, au même titre que le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg font partie de l' Union Economique BENELUX, cet Accord entrera en vigueur au moment où un accord similaire aura été conclu entre le Gouvernement du Royaume des Pays Bas et le Gouvernement du Royaume de Grèce.

L' Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler au Ministère Royal des Affaires Etrangères, les assurances de sa très haute considération.

Ministère Royal des Affaires Etrangères

En ville

Athènes, le 30 octobre 1961

Ministère Royal des Affaires Etrangères

Direction

des affaires Economiques

No F1022 BE-7

Athènes, le 28 novembre 1961

NOTE-VERBALE

Le Ministère Royal des Affaires Etrangères présente ses compliments à l' Ambassade de Belgique et a l' honneur de lui communiquer que le Gouvernement Royal Hellénique est d' accord avec la proposition contenue dans la Note sub No 2319 en date du 30 octobre 1961 de l' Ambassade, à savoir que l' Accord Commercial du 9 mars 1960 entre le Royaume de Grèce d' une part et l' Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas d' autre part soit complété par l' insertion de la clause suivante :

«Au cas où pendant la période de validité du présent Accord Commercial, l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce serait mis en vigueur, les dispositions du présent Accord Commercial demeureraient valables dans la mesure où elles ne seraient pas incompatibles avec l' Accord d' Association. En conséquence, les Parties Contractantes se consulteront éventuellement pour déterminer dans quelle mesure le présent Accord devra être modifié pour qu' il soit tenu compte de la mise en vigueur des dispositions de l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce».

Le Ministère Royal a procédé en date d' aujourd' hui à une communication identique à l' Ambassade Royal des Pays-Bas qui par note du 6 novembre 1961 lui avait proposé au nom du Gouvernement Royal des Pays-Bas un accord similaire.

Le Ministère Royal saisit cette occasion pour renouveler à l' Ambassade de Belgique les assurances de sa très haute considération.

A l' Ambassade de Belgique

En Ville

Ambassade des Pays-Bas

No 2665

L' Ambassade Royale des Pays-Bas présente ses meilleurs compliments au Ministère Royal des Affaires Etrangères et à l'honneur de Lui proposer, d'ordre de son Gouvernement et d'accord avec les Gouvernements Belge et Luxembourgeois, d'insérer la clause suivante dans l'Accord Commercial du 9 mars 1960 entre le Royaume des Pays Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Royaume de Grèce, d'autre part :

«Au cas où pendant la période de validité du présent Accord Commercial, l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce serait mis en vigueur, les dispositions du présent Accord Commercial demeureraient valables dans la mesure où elles ne seraient pas incompatibles avec l'Accord d' Association. En conséquence les Parties Contractantes se consulteront éventuellement pour déterminer dans quelle mesure le présent Accord devra être modifié pour qu'il soit tenu compte de la mise en vigueur des dispositions de l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce».

Si le Gouvernement du Royaume de Grèce est disposé à accepter ce qui précède, l' Ambassade Royale des Pays-Bas se permet de suggérer que la présente note et la réponse affirmative du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Grèce soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements.

Considérant le fait que le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, au même titre que le Royaume des Pays-Bas, font partie de l'Union Economique BENELUX, cet Accord entrera en vigueur au moment où un accord similaire aura été conclu entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, tant en son nom qu' au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, et le Gouvernement du Royaume de Grèce.

L' Ambassade Royale des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler au Ministère Royal des Affaires Etrangères les assurances de sa plus haute considération.

Athènes, le 6 novembre 1961

Ministère Royal des Affaires
Etrangères
Athènes

Ministère Royal des Affaires Etrangères
Direction des Affaires Economiques
No G1022BE-8

NOTE VERBALE

Le Ministère Royal des affaires Etrangères présente ses compliments à l' Ambassade Royale des Pays-Bas et à l'honneur de lui communiquer que le Gouvernement Royal Hellénique est d' accord avec la Proposition contenue dans la Note sub No. 2665 en date du 6 novembre 1961 de l' Ambassade, à savoir que l' Accord Commercial du 9 mars 1960 entre le Royaume de Grèce d' une part et le Royaume des Pays-Bas et l' Union Economique Belgo-Luxembourgeoise d' autre part soit complété par l' insertion de la clause suivante :

«Au cas où pendant la période de validité du présent Accord Commercial, l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce serait mis en vigueur, les dispositions du présent Accord Commercial demeureraient valables dans la mesure où elles ne seraient pas incompatibles avec l' Accord d' Association. En conséquence,

les Parties Contractantes se consulteront éventuellement pour déterminer dans quelle mesure le présent Accord devra être modifié pour qu'il soit tenu compte de la mise en vigueur des dispositions de l' Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce.»

Le Ministère Royal a procédé en date d' aujourd'hui à une communication identique à l' Ambassade de Belgique qui par note du 30 octobre 1961 lui avait proposé tant au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique qu' au nom du Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg un accord similaire.

Le ministère Royale des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l' Ambassade Royal des Pays-Bas les assurances de sa très haute considération.

Athènes, le 28 novembre 1961

A l' Ambassade Royale des Pays-Bas
En Ville

ΒΕΛΓΙΚΗ ΠΡΕΣΒΕΙΑ

No 2319.

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Ἡ Πρεσβεία Βελγίου προσφέρει τὰς προσήσεις τῆς εἰς τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν καὶ ἐνεργῶσα διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου ὅσον καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, καὶ ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, ἔχει τὴν τιμὴν νὰ προτείνῃ αὐτῷ ὅπως περιληφθῆ ἢ κάτωθι διατάξεις εἰς τὴν μεταξὺ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν ἀφ' ἐνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου Ἑλλάδος ἀφ' ἑτέρου Συμφωνίαν τῆς 9 Μαρτίου 1960.

«Ἐν ἡ περιπτώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἤθελε τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ Συνδέσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος μετὰ τῆς Ἑλλάδος, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας δὲ διατηροῦντο ἐν ἰσχύϊ καθ' ὃ μέτρον δὲν δὴ ἦσαν ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατ' ἀκολουθίαν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐνδεχομένως δὲ συσχεθούσιν διὰ νὰ καθωρίσουν μέχρι ποίου σημείου δὲ πρέπει νὰ τροποποιηθῆ ἡ παρούσα Συμφωνία διὰ νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ἢ θέσις ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας Συνδέσεως μεταξὺ Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καὶ Ἑλλάδος τῆς 9 Ἰουλίου 1961».

Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῆ τὰ ἀνωτέρω, ἡ Πρεσβεία τοῦ Βελγίου δὲ προέτεινε ὅπως ἡ παρούσα διακοίνωσις καὶ ἡ ἐπ' αὐτῆς καταφατικὴ ἀπάντησις τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος θεωρηθῆ ὡς ἀποτελοῦσα συμφωνίαν τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν ὅτι αἱ Κάτω Χῶραι, ὑπὸ τὴν αὐτὴν μετὰ τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου καὶ τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου ιδιότητα, συμμετέχουν τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως τοῦ BENELUX, ἡ παρούσα Συμφωνία ἤθελε ὑπαγραφῆ μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἡ Πρεσβεία Βελγίου δρᾷταιται τῆς εὐκαιρίας νὰ ἀνανεώσῃ πρὸς τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου πρὸς αὐτὸ ὑπολήψεώς του.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 30 Ὀκτωβρίου 1961

Β. ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΠΟΘΕΣΕΩΝ

ΤΜΗΜΑ Ι

Ἀριθ. πρωτ. Φ1022BE—7.

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν προσφέρει τὰς προσήσεις τοῦ εἰς τὴν Πρεσβείαν τοῦ Βελγίου καὶ ἔχει τὴν τιμὴν νὰ

γνωρίση αυτή το σύμφωνον της Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ὡς πρὸς τὴν περιεχομένην ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 2319 ἀπὸ 30 Ὀκτωβρίου 1961 τῆς Β. Πρεσβείας ταύτης, πρότασιν ὅπως ἡ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν ἀφ' ἑτέρου, Ἐμπορικὴ Συμφωνία τῆς 9 Μαρτίου 1960 συμπληρωθῆ διὰ τῆς προσθήκης τῆς παρούσης διατάξεως.

«Ἐν ἡ περιπτώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἤθελε τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ Συνδέσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος μετὰ τῆς Ἑλλάδος, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας θὰ διετηροῦντο ἐν ἰσχύϊ καθ' ὃ μέτρον δὲν θὰ ἦσαν ἀσυμβίβαστοι μετὰ τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατ' ἀκολουθίαν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐνδεχομένως θὰ συσκεφθοῦν διὰ νὰ καθωρίσουν μέχρι ποίου σημείου θὰ πρέπει νὰ τροποποιηθῆ ἡ παρούσα Συμφωνία διὰ νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ἡ θέσις ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας Συνδέσεως μεταξὺ Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καὶ Ἑλλάδος τῆς 9 Ἰουλίου 1961».

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν προέβη αὐθημερὸν εἰς ταυτόσημον διακοίνωσιν πρὸς τὴν Β. Πρεσβείαν τῶν Κάτω Χωρῶν, ἥτις διὰ τῆς ἀπὸ 6 Νοεμβρίου 1962 διακοινώσεώς της, εἶχε προτείνει διὰ λογαριασμὸν τῆς Β. Κυβερνήσεως τῶν Κάτω Χωρῶν παρομοίαν συμφωνίαν.

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν δράττεται τῆς εὐκαιρίας διὰ νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν Πρεσβείαν τοῦ Βελγίου τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου πρὸς αὐτὴν ὑπολήψεώς του.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1961

ΠΡΕΣΒΕΙΑ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ

No 2665.

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Ἡ Πρεσβεία τῶν Κάτω Χωρῶν προσφέρει τὰς προσηρσεις της εἰς τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν καὶ ἔχει τὴν τιμὴν νὰ προτείνῃ αὐτῷ, ἐντολῆ τῆς Κυβερνήσεώς του καὶ ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν Κυβερνήσεων Βελγίου καὶ Λουξεμβούργου, ὅπως περιληφθῆ ἡ κάτωθι διάταξις εἰς τὴν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑτέρου Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 9 Μαρτίου 1960:

«Ἐν ἡ περιπτώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἤθελε τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ Συνδέσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος μετὰ τῆς Ἑλλάδος, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας θὰ διετηροῦντο ἐν ἰσχύϊ καθ' ὃ μέτρον δὲν θὰ ἦσαν ἀσυμβίβαστοι μετὰ τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατ' ἀκολουθίαν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐνδεχομένως θὰ συσκεφθοῦν διὰ νὰ καθωρίσουν μέχρι ποίου σημείου θὰ πρέπει νὰ τροποποιηθῆ ἡ παρούσα Συμφωνία διὰ νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ἡ θέσις ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας Συνδέσεως μεταξὺ Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καὶ Ἑλλάδος τῆς 9 Ἰουλίου 1961».

Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῆ τὰ ἀνωτέρω ἡ Β. Πρεσβεία τῶν Κά-

τω Χωρῶν θὰ προέτεινε ὅπως ἡ παρούσα διακοίνωσις καὶ ἡ ἐπ' αὐτῆς ἀπάντησις τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος θεωρηθοῦν ὡς ἀποτελοῦσαι συμφωνίαν τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ Βασίλειον τοῦ Βελγίου καὶ τὸ Μεγάλο Δουκάτο τοῦ Λουξεμβούργου, ὑπὸ τὴν αὐτὴν μετὰ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν ιδιότητα, συμμετέχουν τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως τοῦ BENELUX, ἡ παρούσα συμφωνία θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἀφ' ἧς παρομοία συμφωνία ἤθελε ὑπογραφῆ μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τόσον διὰ λογαριασμὸν αὐτῆς ὅσον καὶ διὰ λογαριασμὸν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἡ Β. Πρεσβεία τῶν Κάτω Χωρῶν δράττεται τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἀνανεώσῃ πρὸς τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου πρὸς αὐτὸ ὑπολήψεώς του.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Νοεμβρίου 1962

Β. ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΠΟΘΕΣΕΩΝ

ΤΜΗΜΑ Ι

Ἀριθ. πρωτ. Φ1022ΒΕ—8.

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν προσφέρει τὰς προσηρσεις του εἰς τὴν Β. Πρεσβείαν τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ ἔχει τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσῃ εἰς αὐτὴν τὸ σύμφωνον τῆς Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ὡς πρὸς τὴν περιεχομένην ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 2665 ἀπὸ 6 Νοεμβρίου 1961 τῆς Β. ταύτης Πρεσβείας διακοινώσει, πρότασιν ὅπως ἡ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐνώσεως Βελγίου—Λουξεμβούργου, Ἐμπορικὴ Συμφωνία τῆς 9 Μαρτίου 1960 συμπληρωθῆ διὰ τῆς προσθήκης τῆς παρούσης διατάξεως:

«Ἐν ἡ περιπτώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἤθελε τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ Συνδέσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος μετὰ τῆς Ἑλλάδος, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας θὰ διετηροῦντο ἐν ἰσχύϊ καθ' ὃ μέτρον δὲν θὰ ἦσαν ἀσυμβίβαστοι μετὰ τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατ' ἀκολουθίαν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐνδεχομένως θὰ συσκεφθοῦν διὰ νὰ καθωρίσουν μέχρι ποίου σημείου θὰ πρέπει νὰ τροποποιηθῆ ἡ παρούσα Συμφωνία διὰ νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ἡ θέσις ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας Συνδέσεως μεταξὺ Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καὶ Ἑλλάδος τῆς 9 Ἰουλίου 1961».

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν προέβη αὐθημερὸν εἰς ταυτόσημον ἀνακοίνωσιν πρὸς τὴν Πρεσβείαν Βελγίου, ἥτις διὰ τῆς ἀπὸ 30 Ὀκτωβρίου 1961 διακοινώσεώς της, εἶχε προτείνει τόσον διὰ λογαριασμὸν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου ὅσον καὶ διὰ λογαριασμὸν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, μίαν παρομοίαν συμφωνίαν.

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν δράττεται τῆς εὐκαιρίας διὰ νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν Πρεσβείαν τῶν Κάτω Χωρῶν τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου πρὸς αὐτὴν ὑπολήψεώς του.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1961

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1960 ή έτησια συδερμὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	250
3. » » » Γ'	»	200
4. » » » Δ'	»	400
5. » » Παράρτημα	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	500
7. » » τεύχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	12,50
3. » » » Γ'	»	10.—
4. » » » Δ'.....	»	20.—
5. » » Παράρτημα	»	10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	25.—
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » » Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη.....	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων ..	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939 ..	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραοχῆς ὕλης ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παραοχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II Εἰς τὸ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 ο/ο

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅπαντα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ